



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



FIDA | Fonds international de
développement agricole

unicef 



WFP
Programme
Alimentaire
Mondial



Organisation
mondiale de la Santé

2024

RÉSUMÉ

L'ÉTAT DE
**LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET
DE LA NUTRITION
DANS LE MONDE**

**DES FINANCEMENTS POUR ÉLIMINER
LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
TOUTES LES FORMES DE MALNUTRITION**

Référence bibliographique à citer:

FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2024. *Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 – Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd1276fr>

Cette brochure reprend les messages clés et le contenu principal de la publication *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024*. La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

La version complète de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024* est disponible en ligne à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cd1254fr>, et le Supplément à l'adresse: <https://doi.org/10.4060/cd1254fr-supplementary>

PHOTOGRAPHIE DE COUVERTURE © iStock.com/pixelfusion3d

INDE. Vannage du blé – Accroître les flux financiers pour accélérer la transformation nécessaire des systèmes agroalimentaires.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES CLÉS

AVANT-PROPOS

CHAPITRE 1 INTRODUCTION

CHAPITRE 2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE

2.1 Indicateurs de la sécurité alimentaire: dernières données en date et progrès vers l'élimination de la faim et l'instauration de la sécurité alimentaire

FIGURE 1 La faim a fortement augmenté de 2019 à 2021 à l'échelle mondiale, puis est restée au même niveau jusqu'en 2023

FIGURE 4 Les niveaux d'insécurité alimentaire sont restés pratiquement inchangés de 2022 à 2023, l'Amérique latine et les caraïbes étant la seule région où une réduction notable a été observée

2.2 Coût et accessibilité économique d'une alimentation saine

FIGURE 8 La proportion de la population et le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement ont diminué entre 2020 et 2022

5 **2.3 Situation en matière de nutrition: progrès accomplis au regard des cibles mondiales** **17**

8
10 **FIGURE 10** Les prévalences du retard de croissance et de l'émaciation au niveau mondial ont diminué et les taux d'allaitement maternel exclusif ont progressé au cours des 10 dernières années, mais le monde n'est sur la bonne voie pour aucune des sept cibles relatives à la nutrition à l'horizon 2030 **19**

11 **CHAPITRE 3
UNE NOUVELLE DÉFINITION DU
FINANCEMENT AU SERVICE DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE
LA NUTRITION** **21**

11 **3.1 Définir et mesurer le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition: un exercice difficile** **22**

12 **3.2 Une nouvelle définition du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition** **23**

14 **FIGURE 15** Représentation schématique de la nouvelle définition du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition – pour l'élimination de la faim et de l'insécurité alimentaire (cible 2.1 des ODD) et de toutes les formes de malnutrition (cible 2.2 des ODD) **24**

15 **FIGURE 18** La faim atteint des niveaux plus élevés et a le plus progressé dans les pays touchés par les principaux facteurs, et la progression de la faim est plus forte dans les pays pauvres touchés par plus d'un facteur principal **26**

CHAPITRE 4 NIVEAUX ET DÉFICITS ACTUELS DE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION

4.1 Suivi des niveaux actuels de financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition

FIGURE 21 Les dépenses publiques intérieures générales consacrées à l'agriculture, par habitant des zones rurales, sont extrêmement faibles et n'augmentent pas de façon perceptible dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, là où elles sont le plus nécessaire pour faire reculer l'insécurité alimentaire et la malnutrition

TABLEAU 11 Ventilation des dépenses publiques consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans un échantillon de pays à revenu faible ou intermédiaire

TABLEAU 12 Aide publique au développement et autres apports du secteur public, au niveau mondial, pour tous les secteurs de l'aide et pour la sécurité alimentaire et la nutrition

4.2 Le coût des politiques et des interventions visant à éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030

4.3 Le coût de l'inaction ou de la lenteur de l'action

FIGURE 29 On estime à des milliers de milliards d'USD la somme nécessaire au financement des investissements visant à éliminer la faim et certaines formes de malnutrition et à rendre plus abordable une alimentation saine d'ici à 2030

27

28

29

30

31

32

32

33

CHAPITRE 5 QUELLES SOLUTIONS POUR MOBILISER DES FINANCEMENTS ÉVOLUTIFS À MÊME DE COMBLER LE DÉFICIT DE FINANCEMENT?

35

5.1 Accroître les flux financiers en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition

36

TABLEAU 18 Capacité des pays à revenu faible ou intermédiaire d'accéder au financement, en fonction des indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition et de leurs principaux facteurs

37

FIGURE 32 Quels sont les outils et les mécanismes de financement les plus adaptés aux pays en fonction de leur contexte?

38

5.2 Approches et outils de financement innovants permettant de combler le déficit de financement pour les cibles 2.1 et 2.2

38

FIGURE 33 Instruments de financement novateurs recommandés aux pays en fonction de leur capacité d'accès aux flux de financement

39

5.3 Comment améliorer l'alignement et les synergies entre les différentes sources de financement?

41

FIGURE 34 Recommandations visant à mettre fin à la fragmentation de l'architecture du financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition, en vue d'éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition

42

CHAPITRE 6 LA VOIE À SUIVRE

44

MESSAGES CLÉS

→ Le monde est encore loin d'être sur la voie qui le mènerait à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 (élimination de la faim), la prévalence mondiale de la sous-alimentation étant demeurée pratiquement inchangée pendant trois années consécutives après avoir fortement augmenté par suite de la pandémie de covid-19. Entre 713 et 757 millions de personnes pourraient avoir connu la faim en 2023 – soit 1 personne sur 11 dans le monde et 1 sur 5 en Afrique. La faim continue d'augmenter en Afrique, mais reste relativement stable en Asie, et des progrès notables sont enregistrés dans la région Amérique latine et Caraïbes.

→ La progression vers l'objectif plus vaste de l'accès de tous à une nourriture adéquate de manière régulière est aussi au point mort; la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est restée inchangée au niveau mondial pendant trois années consécutives, mais il importe toutefois de noter que des progrès ont été enregistrés en Amérique latine. On estime qu'en 2023, l'insécurité alimentaire modérée ou grave touchait 28,9 pour cent de la population mondiale, soit 2,33 milliards de personnes.

→ En ce qui concerne l'accès économique à une alimentation nutritive, plus d'un tiers des personnes dans le monde, d'après des estimations actualisées et améliorées, – soit 2,8 milliards de personnes environ – ne pouvaient se permettre une alimentation saine en 2022. Les inégalités sont manifestes: les pays à faible revenu présentaient le plus fort pourcentage de population n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement (71,5 pour cent), contre 52,6 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 21,5 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 6,3 pour cent dans les pays à revenu élevé.

→ L'absence d'amélioration de la sécurité alimentaire et les progrès inégaux dans l'accès économique à une alimentation saine font planer une ombre sur la possibilité d'éliminer la faim dans le monde, alors que six années seulement nous séparent de l'horizon 2030. D'après les projections, 582 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique à la fin de la décennie, plus de la moitié d'entre elles en Afrique. Il convient d'accélérer la transformation de nos systèmes agroalimentaires afin de renforcer leur résilience face aux principaux facteurs et de remédier aux inégalités, pour faire en sorte qu'une alimentation saine soit accessible et abordable pour tous.

→ Des progrès ont été faits vers la réalisation de l'objectif de l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes, et on note des améliorations dans la prévalence du retard de croissance et de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, de même que l'allaitement maternel exclusif des nourrissons de moins de 6 mois a progressé. On observe par ailleurs une stagnation s'agissant de l'insuffisance pondérale à la naissance et de l'excès pondéral chez l'enfant, et une augmentation de la prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans. Au niveau mondial, la réalisation des sept cibles des ODD relatives à la nutrition a pris du retard par rapport à l'horizon 2030.

→ Les progrès en ce qui concerne le retard de croissance, l'émaciation et l'allaitement maternel exclusif ouvrent la possibilité pour les enfants d'atteindre leur plein potentiel de croissance et de développement, mais l'augmentation des taux d'obésité alourdit encore le double fardeau de la malnutrition – laissant présager des défis majeurs s'agissant de la santé et du bien-être dans tous les groupes d'âge. Des mesures à double usage sont nécessaires pour s'attaquer tout à la fois à la dénutrition,

aux carences en micronutriments, à l'excès pondéral et à l'obésité en agissant sur les facteurs qui sont communs à toutes les formes de malnutrition.

- Afin d'atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD (éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition) il faut un financement accru et présentant un meilleur rapport coût-efficacité mais nous n'avons pas, à l'heure actuelle, une image claire du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition – que ce soit les montants disponibles ou ceux qu'il faudrait en plus – s'agissant d'atteindre ces cibles.
- Le vaste éventail de définitions du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et les différences entre ces définitions aboutissent à des disparités dans les estimations, ce qui fait qu'il est difficile de repérer les domaines en déficit de financement, d'assurer le respect de l'obligation de rendre compte et de mesurer les effets des interventions. Il faut donc d'urgence une définition et une cartographie communes du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition car les efforts actuels ne permettent pas d'apporter l'attention et la clarté voulues.
- Le présent rapport définit le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la manière suivante: «Les ressources financières publiques et privées, intérieures et étrangères, qui visent à l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition. Le but est de garantir l'accès à une alimentation nutritive et sûre, ainsi que la disponibilité, l'utilisation et la stabilité de cette alimentation, et des pratiques favorisant une alimentation saine, ainsi que des services de santé, d'éducation et de protection sociale qui rendent cela possible. Sont incluses les ressources financières ayant pour objet de renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires face aux principaux facteurs et aux

causes structurelles sous-jacentes de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition».

- L'adoption universelle d'une nouvelle définition et d'une approche normalisée de la cartographie des flux de financement visant à la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD – comme proposé dans le présent rapport – doit permettre de rendre compte de la nature multidimensionnelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et de s'écarter des délimitations traditionnelles par secteur, communes à ces définitions.
- Le financement total disponible ou nécessaire en plus pour financer l'ensemble des efforts vers la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD n'est pas quantifiable de manière fiable à l'heure actuelle. Ce sont surtout les flux de financement publics qui sont mesurables; plusieurs types de flux privés ne le sont pas.
- Les dépenses publiques consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition visent principalement la consommation alimentaire, et viennent surtout à l'appui des disponibilités alimentaires et de l'accès à l'alimentation. C'est ce qui ressort des données relatives à 10 pays à revenu faible ou intermédiaire. On constate que les gouvernements des pays à faible revenu ne disposent que de faibles capacités de dépenses pour s'attaquer aux principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
- La sécurité alimentaire et la nutrition captent moins d'un quart de l'aide publique au développement et des autres apports du secteur public. Sur la période 2017-2021, ces flux de financement se sont élevés à 76 milliards d'USD par an, dont 34 pour cent seulement ont contribué à la lutte contre les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Ces flux ont augmenté beaucoup plus pour l'Afrique (toutes régions confondues) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (tous niveaux de revenu confondus).

→ Les financements privés philanthropiques, les remises de fonds des migrants investies dans les systèmes agroalimentaires et les investissements étrangers directs pourraient avoir atteint au total 95 milliards d'USD par an sur la période 2017-2022. Les financements mixtes représentent des sommes modestes et le montant net des prêts bancaires aux secteurs de l'agriculture, des forêts et de la pêche enregistrent une baisse quasi continue.

→ Quel que soit le montant exact du financement qui serait nécessaire pour réaliser les progrès indispensables vers les cibles 2.1 et 2.2 des ODD, le manque à financer pourrait s'élever à plusieurs milliers de milliards d'USD. Ne pas combler ce déficit de financement aura des conséquences sociales, économiques et environnementales qui appelleront des solutions dont le coût se chiffrera aussi en milliers de milliards d'USD. Une utilisation plus efficace des financements existants contribuera à réduire le déficit de financement.

→ Il faut mettre en place des solutions innovantes, inclusives et équitables pour accroître les financements au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les pays où la faim et la malnutrition sévissent à un niveau élevé. Or, de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire ont beaucoup de difficulté pour accéder à des flux de financement abordables.

→ La prévalence de la sous-alimentation et du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est plus élevée en moyenne dans les pays qui ont une capacité d'accès aux flux de financement limitée ou modérée, tandis qu'on observe une moyenne plus élevée en ce qui concerne le surpoids chez l'enfant dans les pays ayant une grande capacité d'accès aux flux de financement. La plupart des premiers sont touchés par un ou plusieurs facteurs principaux de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, les extrêmes climatiques étant le facteur le plus commun, à tous les niveaux de capacité d'accès aux flux de financement.

→ Pour les pays ayant une capacité d'accès limitée aux flux de financement, les dons et les prêts concessionnels constituent l'option la plus adaptée. Les pays ayant une capacité d'accès modérée peuvent augmenter les prélèvements fiscaux intérieurs et lier l'impôt aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il est essentiel de développer des partenariats de financement fondés sur la collaboration, dans le cadre de financements mixtes, car le niveau de risque financier peut rendre les autres sources de financement trop coûteuses. Les pays dotés d'une capacité élevée d'accès au financement peuvent incorporer les objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition dans des instruments tels que les obligations vertes, sociales, durables et liées au développement durable.

→ En son état actuel, l'architecture du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition est très fragmentée. Il faudrait qu'elle passe d'une approche cloisonnée à une approche plus globale. Il y a nécessité de renforcer la coordination entre les acteurs sur les points essentiels, en tenant compte des priorités d'action nationales et locales. La transparence et une harmonisation dans la collecte des données sont à cet égard cruciales si l'on veut améliorer la coordination et cibler efficacement le financement.

→ Les donateurs et les autres acteurs internationaux doivent augmenter leur tolérance au risque et s'impliquer davantage dans des activités de réduction du risque, tandis que de leur côté les gouvernements devraient combler le déficit de financement auquel ne répondent pas les acteurs commerciaux privés, en investissant dans les biens publics, en luttant contre la corruption et la fraude fiscale, en augmentant les dépenses consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition et en envisageant de réorienter l'appui aux politiques.

AVANT-PROPOS

Réaliser les objectifs de développement durable (ODD) est une responsabilité qui échoit à l'ensemble des pays. Nos cinq organisations soutiennent les efforts de transformation mis en œuvre pour faire advenir, à l'horizon 2030, un monde à l'abri de la faim, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition. Nous sommes encouragés dans nos efforts par les gouvernements des pays, nos partenaires du monde entier et la communauté internationale, qui ont pris l'engagement d'œuvrer à la réalisation de cet objectif commun.

Des progrès ont été accomplis, cependant les améliorations sont inégales et insuffisantes. Nous avons constaté une amélioration dans les pays les plus peuplés qui connaissent une expansion économique, mais la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition continuent de gagner du terrain dans de nombreux pays du monde. Ce sont des millions de personnes qui en sont victimes, en particulier dans les zones rurales, où l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire restent profondément ancrées. Les populations vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes et les peuples autochtones, paient un tribut disproportionné. Si les tendances passées ne s'infléchissent pas, d'ici à 2030, des millions de personnes seront toujours sous-alimentées, des millions d'enfants continueront de souffrir des multiples formes de malnutrition et le monde ne sera toujours pas en passe d'atteindre les cibles relatives à la nutrition.

Les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques, les ralentissements et les fléchissements économiques, une alimentation saine inaccessible et inabordable, des environnements alimentaires qui nuisent à la santé, et la persistance des inégalités, qui par ailleurs se creusent, continuent d'être facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition partout dans le monde. Les précédentes éditions de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* ont passé en revue les politiques et les investissements qui sont nécessaires pour transformer les systèmes agroalimentaires et agir sur ces facteurs tout le long du continuum rural-urbain. Dans la présente édition, nous avons voulu nous pencher sur les raisons pour lesquelles ces politiques et ces investissements ne sont pas mis en œuvre à grande échelle.

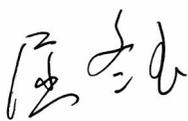
L'une des causes principales est à chercher du côté du financement et de l'inclusion financière, qui font partie des moyens de mise en œuvre des ODD et qui exigent un engagement politique plus constant. Les pays qui sont confrontés aux niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés et à de multiples formes de malnutrition, et qui sont touchés par les principaux facteurs à l'origine de ces problèmes, sont aussi ceux qui ont le moins accès au financement.

Nos cinq organisations sont résolues à dresser un bilan complet des financements disponibles pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde, et à déterminer de quels montants nous avons encore besoin pour mettre en œuvre les politiques et les investissements qui sont nécessaires pour remédier à l'ensemble des causes et aux principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la

malnutrition tout le long du continuum rural-urbain. Le présent rapport propose une définition de la notion de financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des conseils sur sa mise en œuvre. Pour faciliter cette mise en œuvre, nos cinq organisations s'engagent à défendre et à soutenir le développement des données, de façon à améliorer le système de comptabilisation mondiale des financements au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

L'une de nos toutes premières priorités devra être d'estimer le déficit de financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition et de trouver des modes de financement novateurs qui permettent de combler ce déficit. Les politiques, instruments législatifs et interventions requis pour éliminer la faim et faire en sorte que chacun ait accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante (cible 2.1 des ODD), et pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2.2 des ODD) nécessitent une importante mobilisation de ressources. Il ne s'agit pas là seulement d'investir dans l'avenir, c'est aussi un devoir. Notre but est de garantir le droit des générations actuelles et futures à une alimentation et à une nutrition adéquates.

À l'approche du Sommet de l'avenir, qui aura lieu en 2024, et de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en 2025, le thème du rapport de cette année apparaît particulièrement opportun. Nous espérons que les gouvernements, les partenaires et les parties prenantes seront inspirés par les recommandations concrètes formulées dans ce rapport pour mobiliser et mieux utiliser les financements en faveur de la réalisation de l'objectif Faim zéro, et qu'ils agiront en conséquence. Nous espérons également que les appels lancés dans ce rapport seront pris en compte et examinés lors des processus intergouvernementaux pertinents appuyant la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, y compris le Forum sur le suivi du financement du développement.



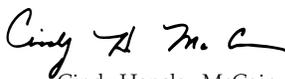
Qu Dongyu
Directeur général de la FAO



Alvaro Lario
Président du FIDA



Catherine Russell
Directrice générale de l'UNICEF



Cindy Hensley McCain
Directrice exécutive du PAM



Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général de l'OMS

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

Le recul enregistré dans la réalisation des ODD et les niveaux toujours élevés de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition constatés ces dernières années font que le monde n'est plus en voie d'atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD – éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030. Les précédentes éditions du présent rapport ont alerté à maintes reprises sur l'intensification de plusieurs grands facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, en particulier les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques, et les ralentissements et fléchissements économiques, à quoi s'ajoutent des causes sous-jacentes tenaces qui contribuent à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, notamment une alimentation saine inaccessible et inabordable, des environnements alimentaires néfastes pour la santé, et des inégalités élevées et persistantes. Non seulement ces principaux facteurs croissent en fréquence et en intensité, mais en outre ils coexistent plus

souvent et s'ajoutent aux causes sous-jacentes, ce qui se traduit par une augmentation du nombre de personnes qui connaissent la faim et l'insécurité alimentaire. Il faudra disposer, en fonction du principal facteur ou de l'ensemble de facteurs ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans un pays, d'un portefeuille de politiques couvrant six voies de transformation, comme expliqué en détail dans l'édition 2021 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*.

Pour pouvoir agir à l'échelle voulue, il sera essentiel d'assurer des financements d'un montant suffisant et l'égalité d'accès au financement, afin de relever le défi de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'édition de cette année examine la question du financement aux fins de la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD – c'est-à-dire des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. ■

CHAPITRE 2 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE MONDE

2.1 INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: DERNIÈRES DONNÉES EN DATE ET PROGRÈS VERS L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET L'INSTAURATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MESSAGES CLÉS

→ Après avoir fortement augmenté de 2019 à 2021, la faim dans le monde – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (PoU) – s'est maintenue à peu près au même niveau pendant trois années consécutives, et touchait encore 9,1 pour cent de la population en 2023 (contre 7,5 pour cent en 2019).

→ On estime qu'entre 713 millions et 757 millions de personnes, soit respectivement 8,9 pour cent et 9,4 pour cent de la population mondiale, pourraient avoir connu la faim en 2023. Si l'on considère le milieu de la fourchette (733 millions), cela représente quelque 152 millions de personnes de plus qu'en 2019.

→ La faim continue d'augmenter en Afrique, mais reste relativement stable en Asie, et des progrès notables sont enregistrés en Amérique

latine. L'Afrique reste la région qui présente la plus forte proportion de population touchée par la faim – 20,4 pour cent, contre 8,1 pour cent en Asie, 6,2 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,3 pour cent en Océanie. Toutefois, l'Asie compte toujours plus de la moitié des personnes qui souffrent de la faim dans le monde.

→ D'après les projections, 582 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique à la fin de la décennie, ce qui souligne le défi colossal que représente l'ODD 2 (élimination de la faim). D'ici à 2030, l'Afrique, supplantant l'Asie, deviendra la région comptant plus de la moitié des personnes souffrant de la faim dans le monde.

→ Outre la faim, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave demeure à un niveau supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19, et a peu évolué en quatre ans. On estime qu'en 2023, l'insécurité alimentaire modérée ou grave touchait 28,9 pour cent de la population mondiale, ce qui signifie que 2,33 milliards de personnes n'avaient pas accès à une nourriture adéquate de manière régulière.

→ La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est restée pratiquement inchangée en Afrique, en Asie, en Amérique du Nord et en Europe de 2022 à 2023, et a augmenté en Océanie. En revanche, des progrès notables ont été observés en Amérique latine.

→ L'insécurité alimentaire touche davantage les femmes que les hommes, mais l'écart entre les sexes s'est réduit en 2023. À l'échelle mondiale, la différence en points de pourcentage entre les hommes et les femmes s'agissant de la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave a diminué, passant de 3,6 en 2021 à 2,3 en 2022, puis à 1,3 en 2023. La prévalence de l'insécurité alimentaire est en outre

FIGURE 1 LA FAIM A FORTEMENT AUGMENTÉ DE 2019 À 2021 À L'ECHELLE MONDIALE, PUIS EST RESTÉE AU MÊME NIVEAU JUSQU'EN 2023



NOTES: Les barres correspondent aux limites inférieure et supérieure de la fourchette des estimations. * Les projections fondées sur des prévisions immédiates pour 2023 sont indiquées par des traits en pointillés.

SOURCE: FAO. 2024. *FAOSTAT: Données de la sécurité alimentaire*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>. Licence: CC-BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd1254en-fig01>

systématiquement plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines, tandis que les écarts de prévalence entre les zones périurbaines et les zones rurales varient selon les régions.

L'évaluation de la faim dans le monde en 2023 – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des ODD) – révèle une absence constante de progrès au regard de l'objectif d'élimination de la faim.

Après avoir fortement augmenté entre 2019 et 2021, la proportion de la population mondiale souffrant de la faim est demeurée pratiquement inchangée pendant trois années consécutives, les dernières estimations indiquant une prévalence de la sous-alimentation de 9,1 pour cent en 2023. On estime qu'entre 713 millions et 757 millions de personnes, soit respectivement 8,9 pour cent et 9,4 pour cent de la population

mondiale, ont souffert de la faim en 2023. Si l'on considère le milieu de la fourchette (733 millions), cela représente quelque 152 millions de personnes de plus en 2023 qu'en 2019 (figure 1).

L'Afrique est la région qui présente le plus fort pourcentage de population touchée par la faim – 20,4 pour cent, contre 8,1 pour cent en Asie, 6,2 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes et 7,3 pour cent en Océanie. Toutefois, l'Asie compte toujours le plus grand nombre de personnes qui souffrent de la faim, à savoir 384,5 millions, soit plus de la moitié de la population confrontée à la faim dans le monde. En Afrique, 298,4 millions de personnes pourraient avoir connu la faim en 2023, contre 41,0 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes et 3,3 millions en Océanie. La prévalence de la sous-alimentation suit une nette tendance à la hausse en Afrique, tandis qu'elle reste relativement stable en Asie et que des progrès sont observés en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans toutes les régions, elle demeure à un niveau supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19.

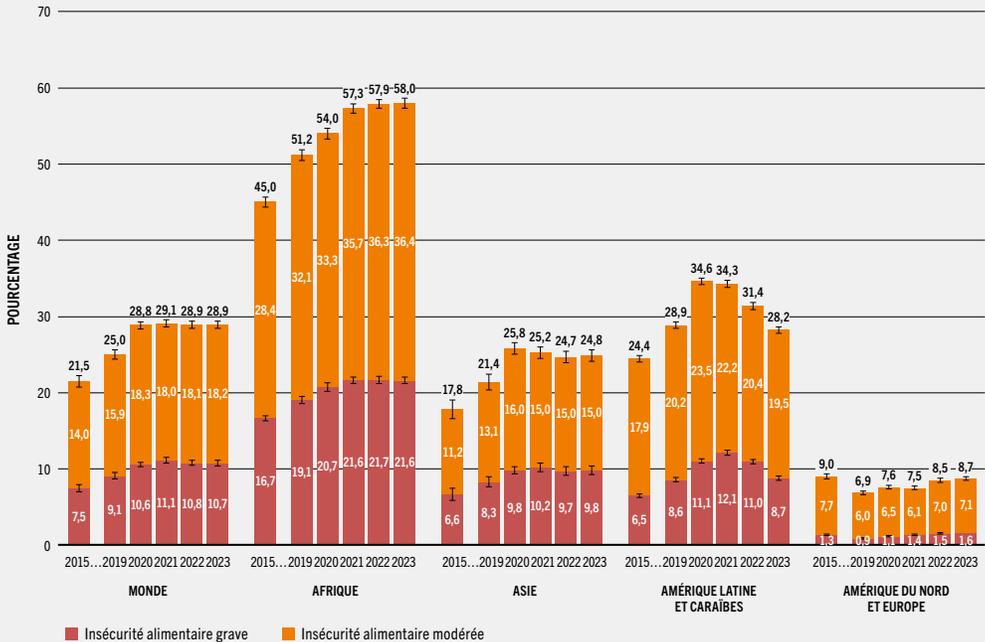
Les projections actualisées indiquent que 582 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique en 2030, ce qui souligne l'immense défi que représente la cible 2.1 des ODD, qui vise l'élimination de la faim. Ce chiffre est supérieur de 130 millions environ à celui établi dans un scénario qui reflétait l'économie mondiale telle qu'elle était avant la pandémie de covid-19. D'ici à 2030, 53 pour cent de la population mondiale souffrant de la faim sera concentrée en Afrique.

Outre la faim, la prévalence mondiale de l'insécurité alimentaire modérée ou grave (indicateur 2.1.2 des ODD) demeure à un niveau bien supérieur à celui enregistré avant la pandémie de covid-19. Elle a peu évolué au cours des quatre dernières années, après avoir enregistré une forte augmentation de 2019 à 2020, durant la pandémie. On estime qu'en 2023, l'insécurité alimentaire modérée ou grave touchait 28,9 pour cent de la population mondiale, ce qui signifie que 2,33 milliards de personnes n'avaient pas accès à une nourriture de manière régulière. Ces estimations comprennent les 10,7 pour cent de la population qui ont été en proie à une insécurité alimentaire grave – soit plus de 864 millions de personnes qui ont épuisé leurs réserves alimentaires à certains moments dans l'année ou, dans les pires cas, n'ont rien eu à manger pendant un ou plusieurs jours. La prévalence de l'insécurité alimentaire grave à l'échelle mondiale est passée de 9,1 pour cent en 2019 à 10,6 pour cent en 2020, et reste irréductiblement à ce niveau depuis (figure 4).

La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave en Afrique (58,0 pour cent) représente près du double de la moyenne mondiale, tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie et en Océanie, elle est plus proche de cette dernière – 28,2, 24,8 et 26,8 pour cent, respectivement.

L'un des principes directeurs de la vision exposée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) est de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Des informations plus détaillées sur l'insécurité alimentaire de différents groupes de population facilitent le suivi des progrès

FIGURE 4 LES NIVEAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SONT RESTÉS PRATIQUEMENT INCHANGÉS DE 2022 À 2023, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES ÉTANT LA SEULE RÉGION OÙ UNE RÉDUCTION NOTABLE A ÉTÉ OBSERVÉE



NOTES: Les chiffres ont été arrondis à la valeur décimale la plus proche, ce qui peut entraîner des différences dans les totaux. Seules les régions disposant de données pour l'ensemble des sous-régions sont représentées.

SOURCE: FAO. 2024. *FAOSTAT: Données de la sécurité alimentaire*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/FS>. Licence: CC-BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd1254en-fig04>

accomplis vers la concrétisation de cette vision. Les résultats pour 2023 montrent que l'insécurité alimentaire tend à diminuer à l'échelle mondiale à mesure que le niveau d'urbanisation augmente. La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave atteignait 31,9 pour cent dans les zones rurales, contre 29,9 pour cent dans les zones périurbaines et 25,5 pour cent dans les zones

urbaines. Une comparaison entre les sexes montre que la prévalence de l'insécurité alimentaire est systématiquement plus élevée chez les femmes que chez les hommes, à l'échelle mondiale et dans toutes les régions, depuis 2015 (année depuis laquelle on dispose de données), mais que l'écart s'est réduit dans la plupart des régions au cours des deux dernières années. ■

2.2 COÛT ET ACCESSIBILITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE ALIMENTATION SAINÉ

MESSAGES CLÉS

→ De nouvelles données sur les prix des produits alimentaires ainsi que des améliorations méthodologiques ont permis d'établir des estimations actualisées du coût d'une alimentation saine et des estimations plus précises de son accessibilité économique (ou abordabilité), à partir desquelles les séries des deux ensembles d'indicateurs ont été révisées dans leur totalité.

→ Les prix des produits alimentaires ont augmenté tout au long de l'année 2022, portant le coût moyen d'une alimentation saine à l'échelle mondiale à 3,96 USD en parité de pouvoir d'achat (PPA) par personne et par jour, contre 3,56 USD en PPA en 2021. Les perturbations liées à la pandémie de covid-19 et à la guerre en Ukraine ont contribué à d'importantes hausses des prix internationaux des produits alimentaires et de l'énergie, et ont exacerbé les tensions inflationnistes.

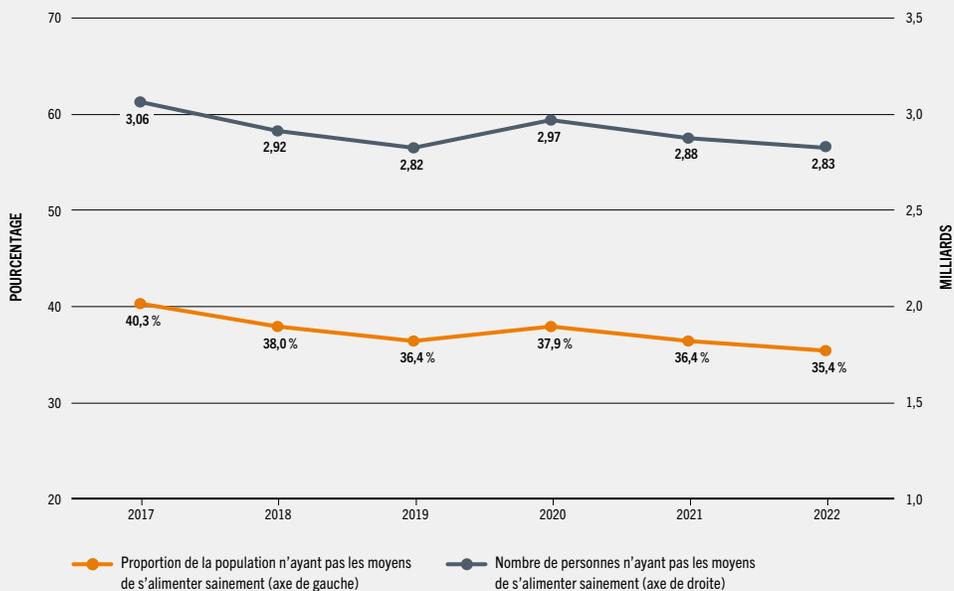
→ Malgré la hausse des prix des produits alimentaires tout au long de 2022, le nombre de personnes n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement dans le monde a retrouvé en 2022 le niveau enregistré avant la pandémie (2,83 milliards de personnes) grâce à la reprise économique qui a suivi cette dernière, reprise qui a cependant été inégale selon les régions et les groupes de pays classés par niveau de revenu. Ce nombre est passé sous le niveau enregistré avant la pandémie en Asie et en Amérique du Nord et en Europe, tandis qu'il a fortement augmenté en Afrique, où il s'est établi à 924,8 millions en 2022, soit une hausse de 24,6 millions par rapport à 2021 et de 73,4 millions par rapport à 2019.

→ Sur l'ensemble des personnes qui n'avaient pas les moyens de s'alimenter sainement en 2022, 1,68 milliard, soit 59 pour cent, vivaient dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Cependant, les pays à faible revenu présentaient le plus fort pourcentage de population n'ayant pas les moyens de s'alimenter sainement (71,5 pour cent), suivis des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (52,6 pour cent), des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (21,5 pour cent) et des pays à revenu élevé (6,3 pour cent).

L'indicateur du coût d'une alimentation saine fournit une estimation au niveau national du coût de l'alimentation saine la moins chère possible dans un pays, définie comme étant composée d'une variété d'aliments disponibles localement qui répondent aux besoins énergétiques et nutritionnels. Cet indicateur est ensuite comparé à la répartition du revenu national pour estimer la prévalence de l'inaccessibilité économique et le nombre de personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine. Dans la présente édition du rapport, les indicateurs ont été actualisés jusqu'en 2022¹. De nouvelles données sur les prix des produits alimentaires et des améliorations méthodologiques ont permis d'établir des estimations actualisées du coût d'une alimentation saine et des estimations plus précises de son accessibilité économique, à partir desquelles les séries des deux ensembles d'indicateurs ont été révisées dans leur totalité.

¹ Il n'a pas été possible d'établir des estimations pour 2023 faute de données actualisées sur la répartition du revenu, de données détaillées sur le prix des produits alimentaires et de facteurs de conversion en PPA au niveau des pays.

FIGURE 8 LA PROPORTION DE LA POPULATION ET LE NOMBRE DE PERSONNES N'AYANT PAS LES MOYENS DE S'ALIMENTER SAINEMENT ONT DIMINUÉ ENTRE 2020 ET 2022



SOURCE: FAO. 2024. *FAOSTAT: Coût et abordabilité d'une alimentation saine (CoAHD)*. [Consulté le 24 juillet 2024]. www.fao.org/faostat/fr/#data/CAHD. Licence: CC-BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd1254en-fig08> 

Le coût d'une alimentation saine augmente à l'échelle mondiale depuis 2017 (année à partir de laquelle la FAO a commencé à communiquer des estimations); la hausse s'est poursuivie en 2022, et a porté la valeur moyenne de l'indicateur à 3,96 USD par personne et par jour en PPA. On assiste à une envolée du coût moyen d'une alimentation saine au niveau mondial, l'augmentation de 6 pour cent entre 2020 et 2021 ayant été suivie d'une hausse de 11 pour cent en 2022.

Une comparaison du coût d'une alimentation saine entre les régions en 2022 place l'Amérique latine et les Caraïbes en première position (4,56 USD en PPA); viennent ensuite l'Asie (4,20 USD en PPA), l'Afrique (3,74 USD en PPA), l'Amérique du Nord et l'Europe (3,57 USD en PPA) et l'Océanie (3,46 USD en PPA).

Malgré l'augmentation du coût d'une alimentation saine, le nombre de personnes dans le monde n'ayant pas les moyens de

s'alimenter sainement a diminué pendant deux années consécutives, de 2020 à 2022. À l'échelle mondiale, on estime à 35,4 pour cent (soit 2,83 milliards) la proportion de personnes qui ne pouvaient se permettre une alimentation saine en 2022, contre 36,4 pour cent (2,88 milliards) en 2021 (figure 8).

La reprise a cependant été inégale selon les régions. Le nombre de personnes ne pouvant se permettre une alimentation saine est passé sous le niveau enregistré avant la pandémie en Asie ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe, tandis qu'il a fortement augmenté en Afrique, où il s'est établi à 924,8 millions en 2022, soit une hausse de 24,6 millions par rapport à 2021 et de 73,4 millions par rapport à 2019. Une comparaison entre les groupes de pays classés par niveau de revenu montre une trajectoire de reprise plus lente pour les pays à faible revenu, où une alimentation saine était hors de portée pour 503,2 millions de personnes en 2022 – soit le chiffre le plus élevé depuis 2017.

L'absence d'amélioration de la sécurité alimentaire et les progrès inégaux dans l'accès économique à une alimentation saine font planer une ombre sur la possibilité d'éliminer la faim dans le monde, alors que six années seulement nous séparent de l'horizon 2030. Il convient d'accélérer la transformation de nos systèmes agroalimentaires afin de renforcer leur résilience face aux principaux facteurs et de remédier aux inégalités pour faire en sorte que des aliments sains soient disponibles et abordables pour tous. ■

2.3 SITUATION EN MATIÈRE DE NUTRITION: PROGRÈS ACCOMPLIS AU REGARD DES CIBLES MONDIALES

MESSAGES CLÉS

- Au niveau mondial, la réalisation des sept cibles des ODD relatives à la nutrition a pris du retard par rapport à l'horizon 2030. Au cours des 10 dernières années, les prévalences du retard de croissance et de l'émaciation ont diminué à l'échelle mondiale et les niveaux d'allaitement maternel exclusif ont progressé, mais on a observé une stagnation s'agissant de l'insuffisance pondérale à la naissance et de l'excès pondéral chez l'enfant, et une augmentation de la prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans.
- Les nouvelles estimations de la prévalence de l'obésité chez l'adulte font apparaître une augmentation constante au cours des 10 dernières années; de 12,1 pour cent (591 millions de personnes) en 2012, on est passé à 15,8 pour cent (881 millions de personnes) en 2022. Ce chiffre devrait dépasser 1,2 milliard d'ici à 2030.
- Les progrès des pays en ce qui concerne les cibles mondiales du Programme 2030 relatives à la nutrition sont inégaux – s'agissant du retard de croissance, la moitié des pays ne sont pas sur la bonne voie; pour l'émaciation, ce sont les deux tiers d'entre eux; pour l'excès pondéral, 60 pour cent; pour l'insuffisance pondérale à la naissance, les trois quarts; et pour l'allaitement maternel exclusif, plus de 40 pour cent. Presque tous les pays du monde sont en retard pour ce qui concerne les cibles relatives à l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans et l'obésité chez l'adulte.

→ Dans les pays les moins avancés, le retard de croissance chez l'enfant de moins de 5 ans et l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans atteignent des niveaux bien supérieurs, mais l'émaciation chez l'enfant a reculé plus régulièrement et la prévalence de l'excès pondéral est inférieure à la moyenne mondiale. Comme dans le reste du monde, on observe une hausse inquiétante de l'obésité chez l'adulte, alors que ces pays demeurent touchés de manière disproportionnée par la dénutrition.

→ L'augmentation des taux d'obésité alourdit encore le double fardeau de la malnutrition, et laisse présager des défis majeurs s'agissant de la santé et du bien-être dans tous les groupes d'âge. Des mesures «à double usage» sont nécessaires pour s'attaquer tout à la fois à la dénutrition, aux carences en micronutriments, à l'excès pondéral et à l'obésité, en agissant sur les facteurs qui sont communs à toutes les formes de malnutrition.

Les tendances qui se dégagent pour les sept cibles mondiales relatives à la nutrition ne montrent pratiquement aucun progrès sur le plan de l'insuffisance pondérale à la naissance, dont la prévalence est passée de 15 pour cent en 2012 à 14,7 pour cent en 2020. D'après les projections, 14,2 pour cent des nouveau-nés en 2030 auront un poids insuffisant à la naissance, alors que la cible à cet horizon était une réduction de 30 pour cent à l'échelle mondiale.

Des progrès ont été accomplis s'agissant de l'augmentation du taux d'allaitement maternel exclusif des nourrissons de moins de 6 mois, lequel est passé de 37,1 pour cent en 2012 à 48 pour cent en 2022. Toutefois, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la cible de 70 pour cent en 2030.

Chez les enfants de moins de 5 ans, la prévalence du retard de croissance au niveau mondial a diminué, passant de 26,3 pour cent en 2012 à 22,3 pour cent en 2022. Les projections font apparaître que 19,5 pour cent encore des enfants de moins de 5 ans présenteront un retard de croissance en 2030. Le taux mondial de prévalence de l'émaciation a baissé, de 7,5 pour cent en 2012 à 6,8 pour cent en 2022. Cependant, avec un taux de 6,2 pour cent en 2030 (plus du double de la cible mondiale de 3 pour cent) d'après les projections, le monde n'est pas sur la bonne voie pour cet indicateur. La prévalence de l'excès pondéral a stagné; elle était de 5,6 pour cent au niveau mondial en 2022. D'ici à 2030, 5,7 pour cent des enfants de moins de 5 ans devraient être en surpoids, soit près du double de la cible mondiale fixée à 3 pour cent pour 2030.

À l'échelle mondiale, la prévalence de l'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans est passée de 28,5 pour cent en 2012 à 29,9 pour cent en 2019, et devrait atteindre 32,3 pour cent d'ici à 2030, un résultat très éloigné de la cible de réduction de 50 pour cent d'ici à 2030.

Les nouvelles estimations de la prévalence de l'obésité chez l'adulte font apparaître une augmentation constante au cours des 10 dernières années; de 12,1 pour cent en 2012 on est passé à 15,8 pour cent en 2022. Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la cible mondiale fixée pour 2030, à savoir enrayer l'augmentation, étant donné que l'on s'attend à ce que 1,2 milliard d'adultes soient obèses en 2030 (figure 10).

Pour la plus grande partie des sept cibles mondiales du Programme 2030 relatives à la »

FIGURE 10 LES PRÉVALENCES DU RETARD DE CROISSANCE ET DE L'ÉMACIATION AU NIVEAU MONDIAL ONT DIMINUÉ ET LES TAUX D'ALLAITEMENT MATERNEL EXCLUSIF ONT PROGRESSÉ AU COURS DES 10 DERNIÈRES ANNÉES, MAIS LE MONDE N'EST SUR LA BONNE VOIE POUR AUCUNE DES SEPT CIBLES RELATIVES À LA NUTRITION À L'HORIZON 2030

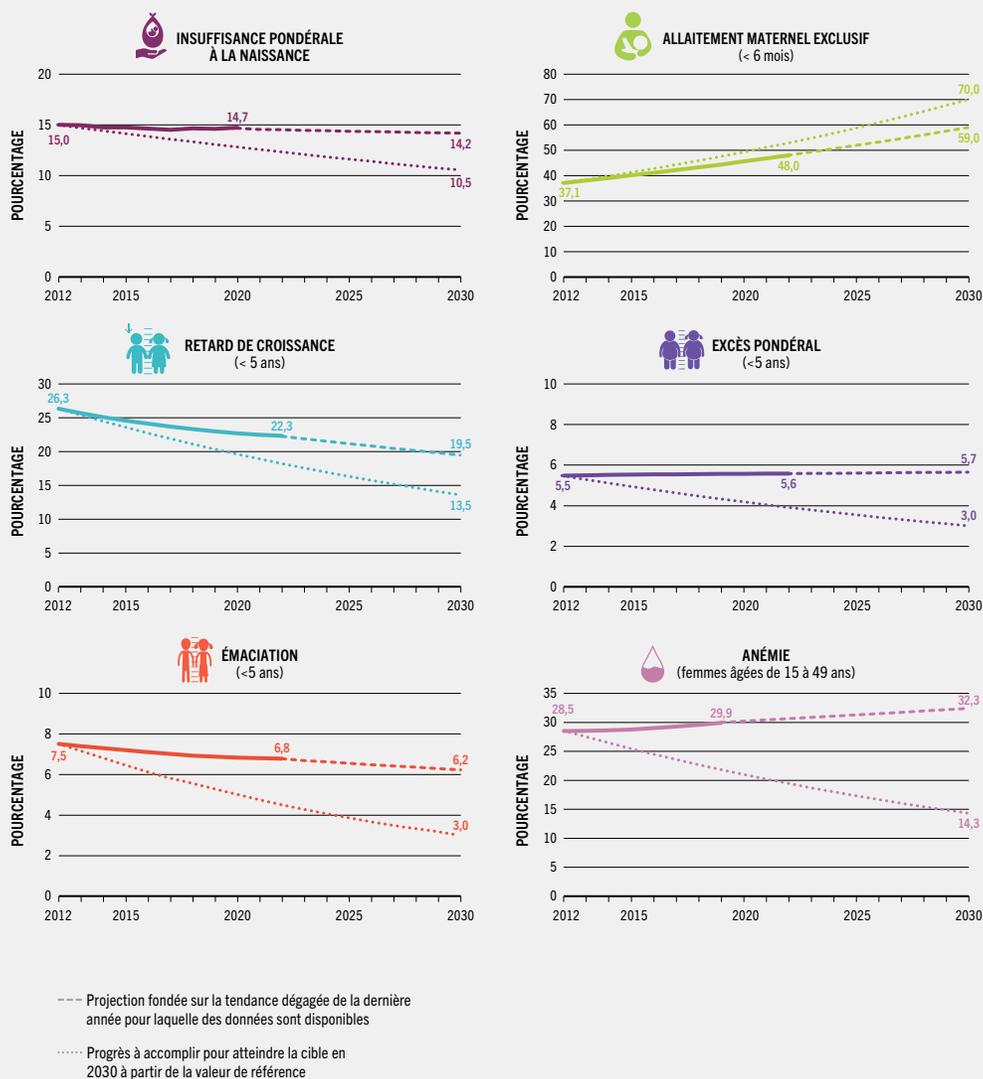
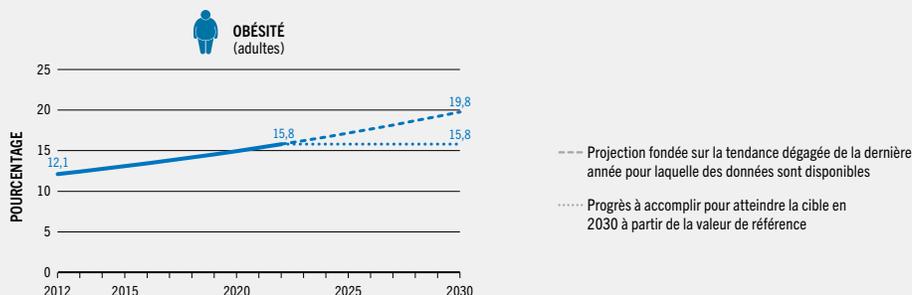


FIGURE 10 (suite)



NOTES: L'objectif est d'enrayer la hausse de l'obésité chez l'adulte d'ici à 2025. La méthode de calcul des agrégats mondiaux et des projections jusqu'en 2030 est exposée dans le **Supplément au chapitre 2** du rapport principal.

SOURCES: Les données relatives à l'insuffisance pondérale à la naissance sont tirées de OMS et UNICEF. 2023. Low birthweight. Dans: *UNICEF*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://data.unicef.org/topic/nutrition/low-birthweight>; OMS et UNICEF. 2023. Joint low birthweight estimates. Dans: *OMS*. [Consulté le 24 juillet 2024]. www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/monitoring-nutritional-status-and-food-safety-and-events/joint-low-birthweight-estimates; les données relatives à l'allaitement maternel exclusif sont basées sur UNICEF. 2024. Infant and young child feeding. Dans: *UNICEF*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://data.unicef.org/topic/nutrition/infant-and-young-child-feeding>; les données relatives au retard de croissance, à l'émaciation et au surpoids sont basées sur Banque mondiale, OMS et UNICEF. 2023. *Levels and trends in child malnutrition. UNICEF / WHO / World Bank Group Joint Child Malnutrition Estimates – Key findings of the 2023 edition*. New York (États-Unis d'Amérique), UNICEF, Genève (Suisse), OMS et Washington, Banque mondiale. <https://data.unicef.org/resources/jme-report-2023>, www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/monitoring-nutritional-status-and-food-safety-and-events/joint-child-malnutrition-estimates, <https://datatopics.worldbank.org/child-malnutrition>; les données sur l'anémie sont basées sur OMS. 2021. WHO global anaemia estimates, 2021 edition. Dans: *OMS*. [Consulté le 24 juillet 2024]. www.who.int/data/gho/data/themes/topics/anaemia_in_women_and_children; les données relatives à l'obésité des adultes sont basées sur OMS. 2024. *Données de l'Observatoire de la santé mondiale: Prevalence of obesity among adults, BMI ≥ 30, age-standardized. Estimates by country*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://www.who.int/data/gho/data/indicators/indicator-details/GHO/prevalence-of-obesity-among-adults-bmi-30-age-standardized-estimate>(-). Licence: CC-BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd1254en-fig10>

» nutrition, on compte moins de pays sur la bonne voie que de pays en retard.

Par rapport aux estimations à l'échelle mondiale, les pays les moins avancés enregistrent des taux bien supérieurs de retard de croissance chez l'enfant de moins de 5 ans et d'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, et la même hausse inquiétante de l'obésité chez l'adulte.

Le double fardeau de la malnutrition – coexistence de la dénutrition avec l'excès pondéral et l'obésité – s'est intensifié dans tous les groupes d'âge. La maigreur et l'insuffisance pondérale ont reculé au cours des deux dernières décennies, tandis que l'obésité a fortement augmenté. Des mesures «à double usage» permettront de s'attaquer tout à la fois à la dénutrition, à l'excès pondéral et à l'obésité, en agissant sur les facteurs qui sont communs à toutes les formes de malnutrition. ■

CHAPITRE 3

UNE NOUVELLE DÉFINITION DU FINANCEMENT AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

MESSAGES CLÉS

→ Afin d'atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD (éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes formes de malnutrition) et de réaliser le droit universel à une alimentation adéquate, il faut un financement accru et présentant un meilleur rapport coût-efficacité. Or, nous n'avons pas, à l'heure actuelle, une image claire des ressources financières dépensées ni des coûts à prévoir pour parvenir à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

→ Les définitions du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont multiples, ce qui fait qu'il y a des écarts prononcés entre les différentes estimations et qu'il est difficile de repérer les domaines en déficit de financement et d'assurer le respect de l'obligation de rendre compte et un suivi efficace. Il est urgent d'arrêter une définition et une cartographie communes. Le présent rapport propose une nouvelle définition:

Le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition désigne les ressources financières publiques et privées, intérieures et étrangères, qui visent à l'élimination de la faim, de l'insécurité

alimentaire et de toutes les formes de malnutrition. Le but est de garantir l'accès à une alimentation nutritive et sûre, ainsi que la disponibilité, l'utilisation et la stabilité de cette alimentation, et des pratiques favorisant une alimentation saine, ainsi que des services de santé, d'éducation et de protection sociale qui rendent cela possible. Sont incluses les ressources financières ayant pour objet de renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires face aux principaux facteurs et aux causes structurelles sous-jacentes de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

→ Le présent document donne des orientations pour une approche et une application de la définition communes, notamment une classification à quatre niveaux et un système de mots-clés pour cartographier les allocations financières. Cette approche s'écarte des délimitations traditionnelles par secteur et rend compte de la nature multidimensionnelle de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Il existe tout un éventail d'estimations du coût de la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD. En revanche, nous n'avons pas, à l'heure actuelle, une image claire du montant total des ressources financières consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition et de leur ventilation, ni du coût de la réalisation des cibles 2.1 et 2.2, en partie parce qu'il n'y a pas de définition convenue du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En l'absence de définition standard, il ne sera pas possible d'évaluer correctement les niveaux et déficits actuels de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition. ■

3.1

DÉFINIR ET MESURER LE FINANCEMENT AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION: UN EXERCICE DIFFICILE

À l'heure actuelle, plusieurs définitions différentes du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition sont appliquées. Il en résulte des écarts prononcés entre les différentes estimations du niveau de financement. Par exemple, même dans le cas de l'aide publique au développement, pour laquelle on dispose des moyens d'évaluation les plus avancés grâce à un système de suivi mondial et une base de données commune standardisée, il n'y a pas de définition normalisée du financement à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ni de jauge pour le mesurer. Ce vide se traduit par des estimations extrêmement diverses des montants dépensés, de leur destination et de leur efficacité, et nuit à l'analyse des tendances et des résultats, alors qu'on en a besoin pour évaluer le degré de réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD.

S'y retrouver dans ce qui constitue le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition est une gageure. Cet exercice pose en effet de multiples difficultés, non seulement s'agissant de déterminer les niveaux actuels de financement consacrés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, mais aussi pour ce qui est de repérer les domaines en déficit de financement, de vérifier que les institutions s'acquittent correctement de leur obligation de rendre compte, et de déterminer l'impact des interventions financées.

La sécurité alimentaire et la nutrition sont des notions multidimensionnelles complexes qui ne s'intègrent pas nettement dans des cadres définis par secteur. Les interventions visant la sécurité alimentaire et la nutrition couvrent tout un éventail de secteurs et leur mise en œuvre revêt, entre autres, des dimensions économiques, sanitaires, sociales et environnementales. Or, les flux de financement et les budgets sont généralement définis et classés par secteur et, à l'intérieur de chaque secteur, par affectation. Passer d'un système de classification basé sur les secteurs à une mesure basée sur les résultats soulève des questions complexes en ce qui concerne la contribution à la sécurité alimentaire et aux résultats nutritionnels de ressources fondées sur les secteurs.

Aujourd'hui, la sécurité alimentaire et la nutrition sont comprises de manière plus globale, et l'on saisit toute leur interconnexion, malgré le manque de consensus sur la portée des interventions qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Une alimentation saine et l'état de santé sont des déterminants importants de l'état nutritionnel, mais tout un ensemble de facteurs liés à la sécurité alimentaire (disponibilité et accessibilité économique d'une alimentation nutritive, par exemple), de pratiques (alimentation et modes d'alimentation, soins, souci de la santé, par exemple) et de services (eau propre, services de santé, éducation, protection sociale, par exemple) jouent sur la capacité des individus de jouir de la santé et d'une alimentation saine et sur les mécanismes pour y parvenir. Cependant, à ce jour, peu de tentatives ont été faites pour inclure cet ensemble d'interventions dans une mesure globale du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

On notera que les définitions actuelles n'incluent pas le financement des interventions plus spécifiquement conçues pour répondre aux principaux facteurs de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition mis en évidence dans les précédentes éditions du présent rapport – à savoir les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques et les ralentissements et fléchissements économiques, conjugués à des facteurs structurels sous-jacents: accès insuffisant à des aliments nutritifs, inaccessibilité financière de ceux-ci, environnements alimentaires néfastes pour la santé, et inégalités élevées et qui persistent. ■

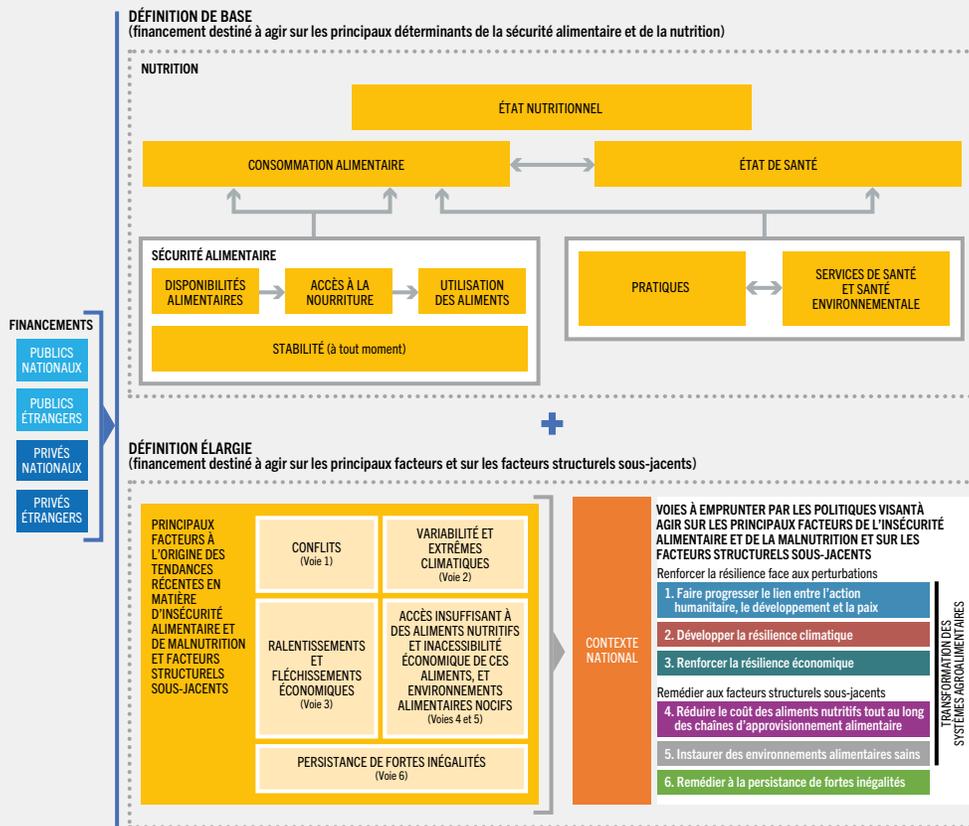
3.2 UNE NOUVELLE DÉFINITION DU FINANCEMENT AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Le financement est le processus qui consiste à fournir des fonds au secteur public ou au secteur privé aux fins d'activités économiques, d'achats ou d'investissements. Les ressources financières peuvent être apportées par l'une ou l'autre des quatre sources suivantes, ou par plusieurs d'entre elles: i) financements publics intérieurs ii) financements publics étrangers; iii) financements privés intérieurs; iv) financements privés étrangers. Chacune de ces sources peut fournir des fonds au moyen de divers instruments financiers, en vue de financer des interventions à court ou à long terme, à des conditions commerciales ou aidées (prêts à des taux inférieurs à ceux du marché ou dons, par exemple).

La nouvelle définition du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition présentée ici se décline en une définition de base et une définition élargie. La définition de base inclut les flux de financement à l'appui des efforts déployés pour agir sur les principaux déterminants de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La définition élargie part de cette base et inclut les flux de financement qui contribuent à agir sur les principaux facteurs et les causes structurelles sous-jacentes de la hausse récente de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (figure 15).

Le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition désigne le processus qui consiste à fournir ou à obtenir des ressources financières en vue de faire en sorte que tous, à tout moment, aient un accès stable, physique, social et économique à des aliments sûrs et nutritifs en quantité suffisante pour répondre à leurs besoins et préférences alimentaires — afin de mener une vie active et saine et d'adopter des pratiques de préparation et de manipulation des aliments, d'alimentation, de soins et de santé adaptées — et aient accès à des services de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, pour leur assurer de manière constante un état nutritionnel adéquat. Il couvre par ailleurs les dépenses et investissements visant à faire en sorte que tous les individus soient protégés contre l'instabilité à court et à long terme en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, instabilité causée par divers facteurs climatiques, économiques, sociaux, commerciaux et politiques. Le financement englobe donc toutes les interventions s'inscrivant dans les six voies de transformation destinées à renforcer la résilience des systèmes

FIGURE 15 REPRÉSENTATION SCHÉMATIQUE DE LA NOUVELLE DÉFINITION DU FINANCEMENT AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION – POUR L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CIBLE 2.1 DES ODD) ET DE TOUTES LES FORMES DE MALNUTRITION (CIBLE 2.2 DES ODD)



NOTES: ODD = objectif de développement durable. On trouvera au [tableau S3.3](#) du [Supplément au chapitre 3](#) des renseignements sur la mise en œuvre de la définition et une cartographie des ressources financières, sous forme de codes et de mots-clés.

SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

agroalimentaires face aux principaux facteurs à l'origine de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition – à savoir les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques, et les ralentissements et

fléchissements économiques – et à remédier aux facteurs structurels sous-jacents: l'accès insuffisant à des aliments nutritifs, la faible accessibilité financière de ces aliments, des environnements alimentaires néfastes

pour la santé, et des inégalités élevées et persistantes.

Si l'on veut créer un cadre permettant d'accroître le financement et d'améliorer son ciblage, il est impératif de bien comprendre les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et dans quels pays ils sont à l'œuvre. Ces 10 dernières années, les conflits, les extrêmes climatiques et les fléchissements économiques ont gagné en fréquence et en intensité, portant atteinte à la sécurité alimentaire et à la nutrition partout dans le monde. De plus, les fortes inégalités de revenu exacerbent les effets de ces facteurs.

Si chacun de ces facteurs est unique, les interactions entre eux sont fréquentes et ont des effets multiples et conjugués qui se répercutent à travers les systèmes agroalimentaires au détriment de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Toutes les dimensions de la sécurité alimentaire risquent alors d'être menacées (disponibilités alimentaires, accès, utilisation et stabilité), de même que d'autres déterminants de la nutrition, en particulier les pratiques (soins, alimentation, souci de la santé et répartition des ressources au sein du ménage, par exemple), les services de santé et l'hygiène de l'environnement. Ce phénomène est corroboré par le fait qu'on a constaté qu'il y a association entre la présence de ces facteurs et les indicateurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Constat alarmant, la majorité des pays à revenu faible ou intermédiaire sont touchés par au moins un des principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et lorsque plusieurs facteurs sont à l'œuvre,

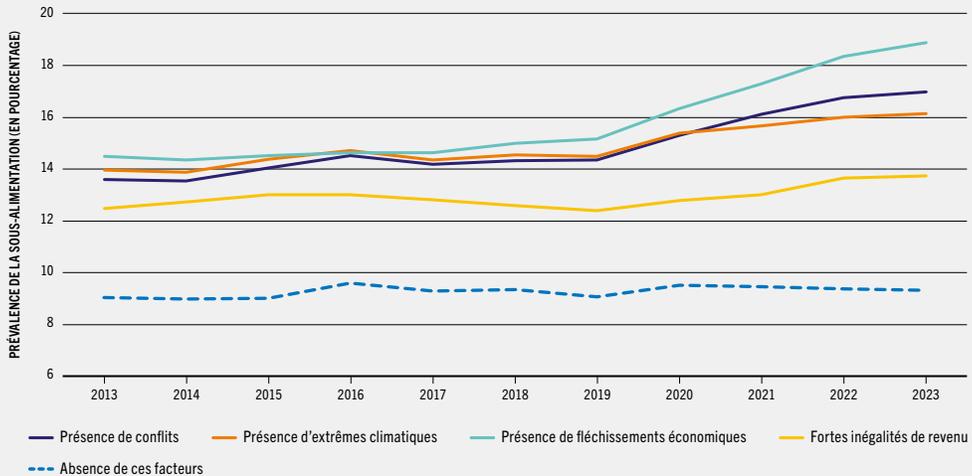
leurs effets conjugués entraînent les hausses les plus marquées de la faim et de l'insécurité alimentaire (figure 18).

Passer de la définition du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition à une application de la définition pour mesurer les niveaux de financement exige de comprendre comment les flux de financement sont répertoriés et de quelle manière il en est rendu compte, et de mettre au point des lignes directrices en vue de faire correspondre ces flux aux définitions. Pour les besoins du présent rapport, une première cartographie et une ébauche de lignes directrices ont été élaborées et appliquées afin de parvenir à des estimations partielles du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de ses mécanismes.

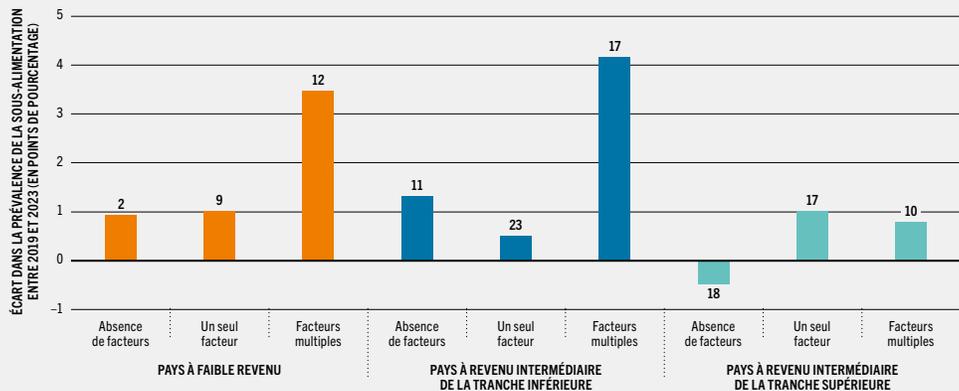
Les données qui permettent d'appliquer la nouvelle définition n'existent que pour certains flux de financement; il n'est donc pas possible de faire un véritable inventaire des financements disponibles, et encore moins de calculer le déficit de financement à combler pour réaliser les cibles 2.1 et 2.2 des ODD. Les sources de données et les méthodes doivent donc être améliorées, afin de disposer de meilleures données à l'appui de décisions fondées sur des données factuelles en matière de financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le présent rapport appelle aussi à l'adoption universelle et à l'usage transparent d'une approche normalisée pour la mise en œuvre de la nouvelle définition, sa cartographie et son application aux données financières. ■

FIGURE 18 LA FAIM ATTEINT DES NIVEAUX PLUS ÉLEVÉS ET A LE PLUS PROGRESSÉ DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR LES PRINCIPAUX FACTEURS, ET LA PROGRESSION DE LA FAIM EST PLUS FORTE DANS LES PAYS PAUVRES TOUCHÉS PAR PLUS D'UN FACTEUR PRINCIPAL

A) ÉVOLUTION DE LA PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR LES PRINCIPAUX FACTEURS ET QUI CONNAISSENT DE FORTES INÉGALITÉS DE REVENU, 2013-2023



B) PARMI LES PAYS À FAIBLE REVENU ET LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE, LA PROGRESSION DE LA FAIM A ÉTÉ LA PLUS FORTE DANS CEUX TOUCHÉS PAR PLUSIEURS FACTEURS PRINCIPAUX, 2019-2023



NOTES: La figure 18A met en évidence la prévalence de la sous-alimentation entre 2013 et 2023 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire touchés par un ou plusieurs des trois principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (conflits, extrêmes climatiques et fléchissements économiques), ainsi que dans les pays à fortes inégalités de revenu. Ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives, car un pays peut être touché par plusieurs facteurs principaux et/ou connaître de fortes inégalités de revenus. Les pays où ces facteurs sont absents sont les pays qui ne sont pas touchés par des conflits, des extrêmes climatiques ou des fléchissements économiques. Les estimations de la prévalence de la sous-alimentation ne sont pas pondérées. La figure 18B met en évidence les écarts (en points de pourcentage) entre 2019 et 2023 dans la prévalence de la sous-alimentation, pour les pays dont la sécurité alimentaire n'a pas été affectée par l'un des principaux facteurs (conflits, extrêmes climatiques ou fléchissements économiques), ceux où sévit un seul facteur principal, et ceux qui subissent les effets de plusieurs facteurs principaux, par groupes de pays classés selon le revenu. Le nombre indiqué en haut de chaque barre correspond au nombre de pays dans cette catégorie. L'analyse porte sur 119 pays à revenu faible ou intermédiaire pour lesquels des informations sur la prévalence de la sous-alimentation sont disponibles. La méthode et les sources des données sont indiquées au [tableau S3.5 du Supplément au chapitre 3](#).

SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

CHAPITRE 4 NIVEAUX ET DÉFICITS ACTUELS DE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION

MESSAGES CLÉS

- Les dépenses publiques allouées à l'agriculture dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont faibles et n'augmentent pas.
- Avant la pandémie de covid-19, les dépenses publiques allouées à la sécurité alimentaire et à la nutrition étaient en augmentation dans deux pays à faible revenu et huit pays à revenu intermédiaire, mais les gouvernements des pays à faible revenu ne disposaient pas d'une capacité de dépenses importante qui leur permettrait de s'attaquer aux principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.
- La sécurité alimentaire et la nutrition captent moins d'un quart de l'aide publique au développement et des autres apports du secteur public. Sur la période 2017-2021, ces flux de financement se sont élevés à 76 milliards d'USD par an, dont 34 pour cent seulement ont contribué à la lutte contre les facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Ces flux ont augmenté davantage pour l'Afrique

(toutes régions confondues) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (tous niveaux de revenu confondus).

- Les financements qui émanent du secteur privé sont plus difficiles à mesurer.
- Les politiques et les interventions nécessaires pour atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des objectifs de développement durable pourraient nécessiter des financements qui sont évalués à plusieurs milliers de milliards d'USD.
- Si le déficit de financement n'est pas comblé d'ici à 2030, des millions de personnes demeureront sous-alimentées et les progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs mondiaux en matière de nutrition seront insuffisants. Les répercussions sociales, économiques et environnementales de cet échec coûteront plusieurs milliers de milliards d'USD.
- L'utilisation plus efficace des financements existants contribuera à réduire le déficit de financement.

En majorité, les données disponibles permettent seulement de mesurer les flux de dépenses publiques, l'aide publique au développement (APD) et les autres apports du secteur public (AASP). Les flux de financement privés sont généralement plus difficiles à mesurer.

Quel que soit le montant exact des financements nécessaires pour atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD, le coût de la non-mobilisation de ces financements peut être élevé et préjudiciable. ■

4.1 SUIVI DES NIVEAUX ACTUELS DE FINANCEMENT AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Les dépenses publiques intérieures générales consacrées à l'agriculture, par habitant des zones rurales, ont à peine évolué entre 2010 et 2021 dans les pays à faible revenu et n'ont connu qu'une très légère augmentation dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure durant les dernières années de la période (figure 21). Dans ces deux groupes de pays, les dépenses publiques consacrées à l'agriculture n'étaient que de 8 et 37 USD respectivement, par habitant des zones rurales, en moyenne, au cours de la période 2010-2019. Elles étaient beaucoup plus élevées dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et dans les pays à revenu élevé et n'ont augmenté de manière systématique que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

On ne dispose pas de données sur les dépenses publiques pour tous les pays, ce qui permettrait d'appliquer la définition de base et la définition élargie de la notion de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Dans deux pays à faible revenu, le Bénin et l'Ouganda, les dépenses publiques consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition semblent avoir augmenté. En moyenne, sur les périodes analysées, 65 pour cent des dépenses publiques totales consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition au Bénin et 73 pour cent en

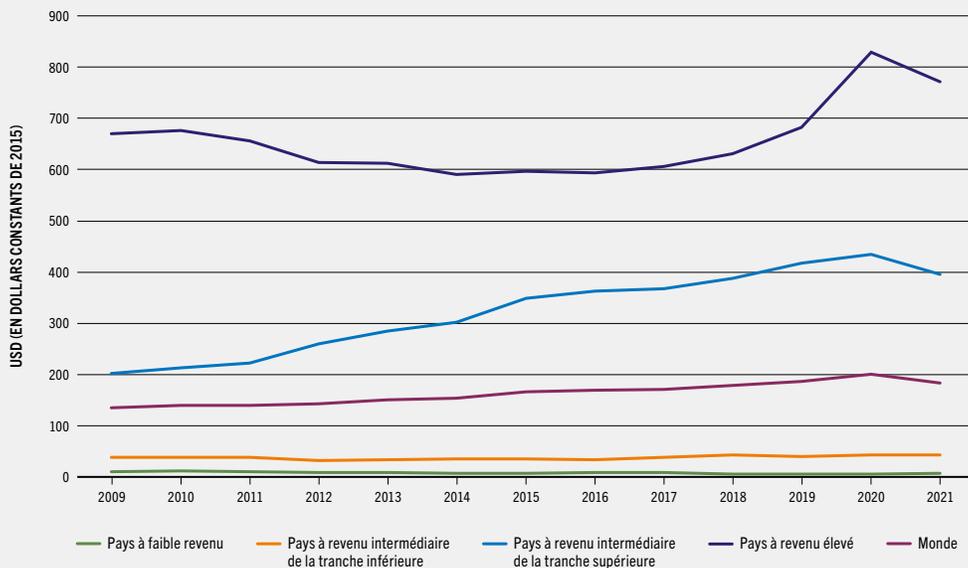
Ouganda (tableau 11) ont été allouées à la consommation alimentaire et à la santé; la part restante a été consacrée à la lutte contre les principaux facteurs qui sont à l'origine de la récente recrudescence de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

Les dépenses publiques consacrées à la sécurité alimentaire et à la nutrition augmentent également, en valeur absolue, dans huit pays à revenu intermédiaire. La part des dépenses publiques liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition qui est consacrée à la lutte contre les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition tend à être en moyenne plus élevée pour ces pays à revenu intermédiaire (tableau 11).

Les flux mondiaux d'APD et d'AASP visant la sécurité alimentaire et la nutrition s'élevaient à 77 milliards d'USD en 2021, l'aide publique au développement constituant la majorité de ces flux. La part allouée à la sécurité alimentaire et à la nutrition tous secteurs d'aide confondus n'a même pas atteint le quart de ces flux sur la période 2017-2021 (tableau 12).

La composition des flux d'APD et d'AASP au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition est, dans l'ensemble, très stable dans le temps et, en 2021, la plupart des ressources étaient orientées vers la consommation alimentaire (35 milliards d'USD sur 77 milliards), tandis qu'un montant moindre allait à la lutte contre les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (27 milliards d'USD), et un montant encore moindre à l'état de santé (15 milliards d'USD) (tableau 12).

FIGURE 21 LES DÉPENSES PUBLIQUES INTÉRIEURES GÉNÉRALES CONSACRÉES À L'AGRICULTURE, PAR HABITANT DES ZONES RURALES, SONT EXTRÊMEMENT FAIBLES ET N'AUGMENTENT PAS DE FAÇON PERCEPTIBLE DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU ET LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE DE LA TRANCHE INFÉRIEURE, LA OÙ ELLES SONT LE PLUS NÉCESSAIRE POUR FAIRE RECULER L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION



NOTES: Les dépenses générales comprennent les dépenses du gouvernement central et, le cas échéant, celles des gouvernements infranationaux; en l'absence de données sur ces dernières, seules les dépenses du gouvernement central sont prises en compte. L'aide publique au développement, les autres apports du secteur public et les dépenses publiques de recherche-développement inscrits au budget ne sont pas comptabilisés. Au total, 196 pays sont pris en compte. Le Monténégro, la Nouvelle-Calédonie, Saint-Kitts-et-Nevis et la Serbie sont exclus car les données relatives à leurs dépenses publiques sont incomplètes. Le cas échéant, on a eu recours à des imputations pour les points de données manquants.

SOURCE: D'après FAO. 2024. *FAOSTAT: Dépenses publiques*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/IG>. Licence: CC-BY-4.0.

<https://doi.org/10.4060/cd1254en-fig21>

Sur la période 2017-2021, les flux d'APD et d'AASP se sont élevés en moyenne à 30 USD par habitant dans les pays à faible revenu, contre 10 USD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 8 USD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Entre 2017 et 2021, l'APD et les AASP au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont beaucoup plus augmenté pour l'Afrique, toutes régions confondues, et pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, tous niveaux de revenu confondus. »

TABLEAU 11 VENTILATION DES DÉPENSES PUBLIQUES CONSACRÉES À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET À LA NUTRITION DANS UN ÉCHANTILLON DE PAYS À REVENU FAIBLE OU INTERMÉDIAIRE

	Afrique du Sud	Bénin	Bésil	Géorgie	Inde	Kenya	Mexique	Nigéria	Ouganda	Philippines
	(moyenne annuelle en pourcentage)									
Consommation alimentaire et état de santé (définition de base)	55	65	31	50	85	75	56	55	73	40
Consommation alimentaire	35	50	14	39	83	53	40	33	59	37
Disponibilités alimentaires	10	23	11	30	45	21	34	23	28	33
Accès à la nourriture	18	19	1	7	35	31	0	8	25	3
Utilisation des aliments	7	9	1	2	3	0	6	2	6	1
État de santé	19	14	17	11	2	20	17	21	14	3
Pratiques	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0
Services de santé et hygiène de l'environnement	19	14	17	11	4	22	17	21	13	3
Principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (définition élargie)	45	35	69	50	15	25	44	45	27	60

NOTES: La moyenne annuelle (%) concerne les périodes suivantes: 2018-2022 au Brésil, en Géorgie, en Inde, au Kenya, au Mexique et en Ouganda; 2018-2021 au Nigéria; 2019-2023 aux Philippines; 2017-2021 en Afrique du Sud et au Bénin. L'Ouganda est un pays à faible revenu; le Bénin, l'Inde, le Kenya, le Nigéria et les Philippines sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les quatre autres sont des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Estimations obtenues en appliquant la méthode décrite dans le **Supplément S4.2 au chapitre 4**. Les chiffres ayant été arrondis, la somme des totaux partiels ne correspond pas toujours aux totaux.

SOURCES: Élaboré par les auteurs (FAO) sur la base des données de la Banque mondiale. 2023. *World Bank Data Catalog: Benin BOOST platform: Public expenditure and revenue flows*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0038083>. Licence: CC-BY-4.0 pour le Bénin; Gouvernement brésilien. 2024. *Orçamentos Anuais PLDO | LDO | PLOA | LOA – Atos Normativos*. Dans: *gov.br – Ministério do Planejamento e Orçamento*. [Consulté le 30 avril 2024]. <https://www.gov.br/planejamento/pt-br/assuntos/orcamento/orcamento/orcamentos-aneais> pour le Brésil; Ministère des finances de la Géorgie. 2024. *Ministère des finances de la Géorgie*. [Consulté le 30 avril 2024]. <https://www.mof.ge/en/> pour la Géorgie; Ministère des Finances, Gouvernement indien. 2024. *Informations comptables*. Dans: *Controller General of Accounts, Department of Expenditure*. [Consulté le 30 avril 2024]. <https://cga.nic.in/index.aspx#account-section> pour l'Inde; The National Treasury & Economic Planning, République du Kenya. 2021. *Sector budget proposal reports*. [Consulté le 30 avril 2024]. <https://www.treasury.go.ke/sector-budget-proposal-reports> pour le Kenya; Gouvernement mexicain. 2024. *Bureau des relations avec les investisseurs du Ministère des finances et du crédit public*. Dans: *Gobierno de México*. [Consulté le 9 mai 2024]. https://www.finanzaspublicas.hacienda.gob.mx/es/Finanzas_Publicas/Espanol pour le Mexique; Gouvernement du Nigéria. 2024. *Open Treasury Portal*. [Référéncé le 30 avril 2024] <https://opentreasury.gov.ng> pour le Nigéria; République des Philippines, Département du budget et de la gestion. 2022. *Budget of expenditures and sources of financing FY 2023*. Manille. <https://www.dbm.gov.ph/index.php/2023/budget-of-expenditures-and-sources-of-financing-fy-2023> pour les Philippines; République d'Afrique du Sud, National Treasury Department. 2024. *Budget national*. Dans: *National Treasury*. [Consulté le 30 avril 2024]. https://www.treasury.gov.za/documents/national_budget/default.aspx pour l'Afrique du Sud; Banque mondiale. 2023. *World Bank Data Catalog: Uganda BOOST Public Expenditure Database*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://datacatalog.worldbank.org/search/dataset/0038076>. Licence: CC-BY-4.0 pour l'Ouganda.

TABLEAU 12 AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES APPORTS DU SECTEUR PUBLIC, AU NIVEAU MONDIAL, POUR TOUS LES SECTEURS DE L'AIDE ET POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne
	(en milliards d'USD constants de 2021 et en pourcentage)					
APD et AASP pour tous les secteurs de l'aide	305	310	312	362	354	329
<i>Taux de croissance (%)</i>		1	1	16	-2	4
APD et AASP pour la sécurité alimentaire et la nutrition (définition de base et définition élargie)	72	74	77	81	77	76
<i>Taux de croissance (%)</i>		2	4	6	-5	2
APD et AASP pour la sécurité alimentaire et la nutrition (définition de base)	48	49	51	55	50	51
<i>Taux de croissance (%)</i>		2	6	7	-9	1
APD et AASP pour la sécurité alimentaire et la nutrition – consommation alimentaire (définition de base)	36	36	38	40	35	37
<i>Taux de croissance (%)</i>		1	6	4	-13	0
APD et AASP pour la sécurité alimentaire et la nutrition – état de santé (définition de base)	12	13	13	15	15	14
<i>Taux de croissance (%)</i>		4	4	15	1	6
APD et AASP pour la sécurité alimentaire et la nutrition – principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (définition élargie)	24	25	25	27	27	26
<i>Taux de croissance (%)</i>		3	1	4	3	3
APD pour la sécurité alimentaire et la nutrition (définition de base et définition élargie)	59	58	60	62	61	60
<i>Taux de croissance (%)</i>		-3	3	4	-2	1
APD pour la sécurité alimentaire et la nutrition (définition de base)	38	37	38	40	37	38
<i>Taux de croissance (%)</i>		-2	3	4	-6	0
APD pour la sécurité alimentaire et la nutrition – consommation alimentaire (définition de base)	28	27	29	29	26	28
<i>Growth rate (%)</i>		-3	4	2	-11	-2
APD pour la sécurité alimentaire et la nutrition – état de santé (définition de base)	9	10	10	11	11	10
<i>Taux de croissance (%)</i>		1	1	10	7	5
APD pour la sécurité alimentaire et la nutrition – principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition (définition élargie)	22	21	21	22	24	22
<i>Taux de croissance (%)</i>		-4	3	4	6	2

NOTES: APD = aide publique au développement; AASP = autres apports du secteur public. Les flux d'APD tirés de la base de données AidData représentent un peu plus de 5 pour cent des flux totaux, en moyenne, sur la période. Les AASP répertoriés dans la base de données AidData ne sont pas pris en compte car il est difficile d'estimer la part de ces flux qui peut être apparentée à de l'aide au développement. L'APD et les AASP au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition résultent de l'application de la définition de base et de la définition élargie de la notion de financement de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les chiffres ayant été arrondis, la somme des totaux partiels ne correspond pas toujours aux totaux.

SOURCES: Élaboré par les auteurs (FAO) à l'aide de la méthode décrite dans le **Supplément S4.3 au chapitre 4**, appliquée aux données de l'OCDE. 2024. *Explorateur de données de l'OCDE*. [Consulté le 24 juillet 2024]. [https://data-explorer.oecd.org/?fs\[0\]=T%2Co&pg=0&fc=Topic&bp=true&snb=580](https://data-explorer.oecd.org/?fs[0]=T%2Co&pg=0&fc=Topic&bp=true&snb=580) et William et Mary. 2024. *AidData: Data*. [Consulté le 24 juillet 2024]. <https://www.aiddata.org/datasets>

- » Les financements privés non commerciaux et les financements privés commerciaux sont regroupés sous le terme «secteur privé».

Les flux philanthropiques orientés vers la sécurité alimentaire et la nutrition se sont élevés à seulement 4 milliards d'USD par an en moyenne entre 2017 et 2021, principalement à l'appui de la consommation alimentaire et de la santé. Les envois de fonds transfrontières sont estimés à 735 milliards d'USD en moyenne sur la période 2017-2022 (aux prix courants). Près de la moitié de ces flux sont allés à des utilisations susceptibles de contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition. La majeure partie de cette somme a été consacrée à la consommation alimentaire, plutôt qu'à des investissements dans l'agriculture et autres activités liées aux systèmes alimentaires.

Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, entre 2017 et 2022, les investissements étrangers directs classés dans la catégorie «alimentation et agriculture» se sont élevés en moyenne à 19 milliards d'USD. Les auteurs de l'édition 2023 du rapport *State of Blended Finance* estiment qu'en moyenne, sur la période 2020-2022, 26 pour cent des transactions de financement mixte, soit 1,2 milliard d'USD par an, étaient «alignées» sur l'ODD 2. Le montant net des prêts bancaires représente en moyenne 10 milliards d'USD sur 2017-2021, et enregistre une baisse quasi continue sur la période. ■

4.2 LE COÛT DES POLITIQUES ET DES INTERVENTIONS VISANT À ÉLIMINER LA FAIM ET LA MALNUTRITION D'ICI À 2030

Du fait du manque de données, on a souvent recours à des modèles économétriques pour estimer les investissements supplémentaires nécessaires, essentiellement pour faire reculer la faim, mais aussi pour répondre aux préoccupations en matière de nutrition.

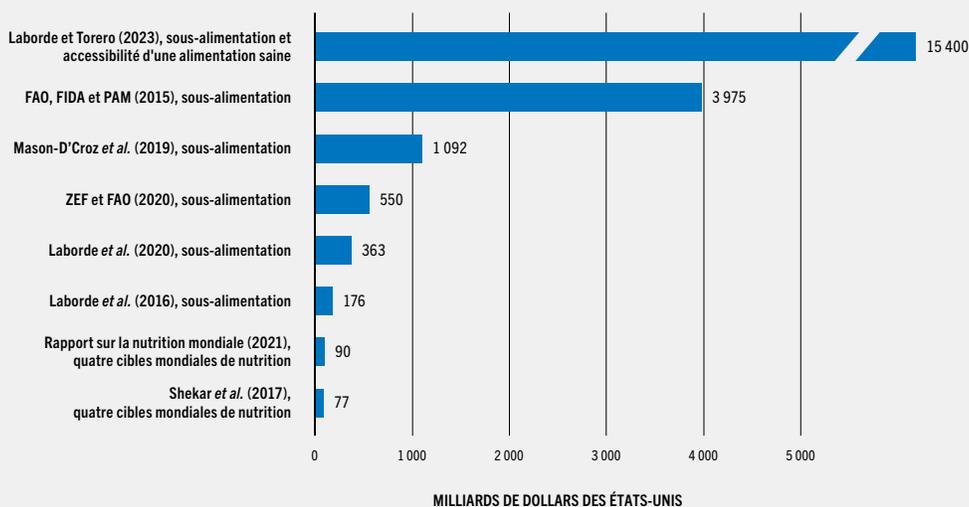
Les études fournissent différentes estimations des coûts. Les conclusions indiquent que les politiques et les interventions qui permettraient d'atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD nécessiteraient d'ici à 2030 176 milliards à 3 975 milliards d'USD de ressources supplémentaires pour éliminer la sous-alimentation, et 90 milliards d'USD de ressources supplémentaires pour atteindre certains des objectifs mondiaux liés à la dénutrition. Les estimations grimpent en flèche jusqu'à atteindre 15 400 milliards d'USD si l'on ajoute les types de politiques porteuses de transformations qu'il faudrait financer afin de rendre plus abordable une alimentation saine pour des millions de personnes tout en continuant de faire reculer la sous-alimentation (figure 29). ■

4.3 LE COÛT DE L'INACTION OU DE LA LENTEUR DE L'ACTION

Si l'on ne comble pas le déficit de financement, des millions de personnes continueront, d'ici à 2030 et au-delà, de souffrir de la faim, de l'insécurité



FIGURE 29 ON ESTIME À DES MILLIERS DE MILLIARDS D'USD LA SOMME NÉCESSAIRE AU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS VISANT À ÉLIMINER LA FAIM ET CERTAINES FORMES DE MALNUTRITION ET À RENDRE PLUS ABORDABLE UNE ALIMENTATION SAIN D'ICI À 2030



NOTES: Pour toutes les études, l'estimation du coût annuel moyen supplémentaire est multipliée par le nombre d'années que compte la période de simulation (voir le [tableau 17](#) du rapport principal).

SOURCES: Élaboré par les auteurs (FAO) sur la base des données de la FAO, du FIDA (Fonds international de développement agricole) et du PAM (Programme alimentaire mondial). 2015. *Achieving Zero Hunger: The critical role of investments in social protection and agriculture*. Rome, FAO. <https://www.fao.org/3/i4951e/i4951e.pdf>; *Rapport sur la nutrition mondiale 2021. Rapport sur la nutrition mondiale 2021*. Le point sur la situation nutritionnelle mondiale. Bristol, Royaume-Uni. Development Initiatives. https://globalnutritionreport.org/documents/775/2021_Global_Nutrition_Report_French.pdf; Laborde, D., Bizikova, L., Lallemand, T., et Smaller, C. 2016. *En finir avec la faim: à quel coût ?* Winnipeg, Canada, IISD (Institut international du développement durable) et IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires). <https://www.iisd.org/itn/fr/2016/12/12/ending-hunger-what-would-it-cost/> (en anglais); Laborde, D., Murphy, S., Parent, M., Porciello, J., et Smaller, C. 2020. *Ceres2030: Sustainable Solutions to End Hunger. Summary report*. Cornell University, IFPRI et IISD. https://ceres2030.iisd.org/wp-content/uploads/2021/03/ceres2030_en-summary-report.pdf; Laborde, D., et Torero, M. 2023. *Modeling Actions for Transforming Agrifood Systems*. Dans: J. von Braun, K. Afsana, L.O. Fresco et M.H. Ali Hassan (dir. pub.). *Science and Innovations for Food Systems Transformation*, p. 105-132. https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-15703-5_7; Mason-D'Croz, D., Sulser, T.B., Wiebe, K., Rosegrant, M.W., Lowder, S.K., Nin-Pratt, A., Willenbockel, D., Robinson, S., Zhu, T., Cenacchi, N., Dunston, S., et Robertson, R.D. 2019. *Agricultural investments and hunger in Africa modeling potential contributions to SDG2 – Zero Hunger*. *World Development*, vol. 116, p. 38-53. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.12.006>; Shekar, M., Kakietek, J., Eberwein, J.D., et Walters, D. 2017. *Un cadre d'investissement pour la nutrition: atteindre les cibles mondiales en matière de retard de croissance, d'anémie, d'allaitement maternel et d'émaciation*. Série Directions du développement. Washington, Banque mondiale. <https://hdl.handle.net/10986/26069>; ZEF (Centre de recherche sur le développement de l'Université de Bonn) et FAO. 2020. *Investment costs and policy action opportunities for reaching a world without hunger (SDG2)*. Rome et Bonn. <https://doi.org/10.4060/cb1497en>

- » alimentaire, de la malnutrition et de l'inaccessibilité financière d'une alimentation saine, ce qui aura des répercussions socioéconomiques et sanitaires à moyen et à long terme.

L'insécurité alimentaire aiguë et chronique touche les personnes qui ont le plus besoin d'une assistance alimentaire. Ne pas financer cette assistance aura des conséquences négatives pour les individus, les communautés locales et les pays donateurs. En outre, ne pas financer les mesures de lutte contre les facteurs structurels de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition se traduira par des coûts sociaux, économiques et environnementaux accrus.

Le double fardeau de la malnutrition a des incidences économiques lourdes sur les personnes et sur les populations et on constate que les pays les plus pauvres sont de plus en plus touchés par ce double fardeau à un niveau élevé.

Les politiques porteuses de transformations coûtent certes des milliards d'USD, mais le coût de leur non-financement atteindrait facilement des milliers de milliards d'USD. Dans son rapport sur les consultations mondiales, la Food and Land Use Coalition estime que les systèmes alimentaires et les systèmes d'exploitation des terres actuels génèrent un coût sanitaire, nutritionnel et environnemental de 12 000 milliards d'USD par an au niveau mondial, aux prix de 2018. L'édition 2020 du présent rapport a démontré que si les modes de consommation alimentaire actuels se poursuivent, les coûts liés à la santé, en termes de mortalité et de maladies non transmissibles, devraient dépasser 1 300 milliards d'USD par an d'ici

à 2030. *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2023* fait le constat que les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires représentent, au niveau mondial, au moins 10 000 milliards d'USD, et les coûts cachés quantifiés qui dominent sont ceux qui ont pour cause des modes d'alimentation qui accroissent le risque de maladie et peuvent conduire à une baisse de la productivité de la main-d'œuvre.

Dans de nombreux pays, les gouvernements éprouvent des difficultés à exécuter le budget qu'ils ont financé. Certains des financements disponibles peuvent ne pas être utilisés de la manière la plus performante, la plus équitable ni la plus écologiquement viable.

L'édition 2022 du présent rapport montre qu'il est possible de rendre l'alimentation saine moins coûteuse et plus abordable, dans le monde en général et dans les pays à revenu intermédiaire en particulier, en réorientant une partie du soutien à l'alimentation et à l'agriculture, laquelle a représenté près de 630 milliards d'USD par an en moyenne sur la période 2013-2018.

Les auteurs d'une étude réalisée pour six pays d'Afrique subsaharienne constatent que les gouvernements de ces pays laisseront s'échapper la possibilité d'accroître la production agroalimentaire, de créer des milliers d'emplois non agricoles dans les zones rurales et de permettre à des millions de personnes de sortir de la pauvreté et d'accéder à une alimentation saine s'ils n'optimisent pas les allocations budgétaires dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. ■

CHAPITRE 5

QUELLES SOLUTIONS POUR MOBILISER DES FINANCEMENTS ÉVOLUTIFS À MÊME DE COMBLER LE DÉFICIT DE FINANCEMENT?

MESSAGES CLÉS

→ Il est urgent de trouver des solutions innovantes, inclusives et équitables pour accroître les financements au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, dont la capacité d'accès au financement est limitée. La plupart de ces pays affichent en outre des niveaux de prévalence de la sous-alimentation et du retard de croissance chez l'enfant de moins de 5 ans plus élevés que ce n'est le cas dans les pays ayant une capacité d'accès au financement élevée.

→ Des dons ou des prêts concessionnels sont nécessaires dans les pays ayant une capacité d'accès au financement limitée. Les stratégies de financement mixte peuvent réduire le risque financier et favoriser l'augmentation des flux financiers privés, et les pays dont la capacité d'accès au financement est élevée peuvent utiliser les instruments de financement verts, sociaux, durables et liés au développement durable à des fins de sécurité alimentaire et de nutrition.

→ Pour que les financements contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition, il sera essentiel de rendre les instruments financiers plus accessibles aux groupes de population qui ont du mal à accéder aux services financiers, tels que les femmes, les populations autochtones, les petits exploitants agricoles et les petites et moyennes entreprises agroalimentaires.

→ L'architecture du financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition doit passer d'une approche cloisonnée à une approche plus globale qui verra les parties prenantes considérer la sécurité alimentaire et la nutrition comme un objectif de politique publique unique à intégrer dans l'ensemble de leurs flux de financement et de leurs investissements.

→ L'architecture du financement, actuellement fragmentée, a besoin d'une meilleure coordination entre les donateurs, les banques de développement, les institutions financières et les fondations philanthropiques et doit prêter attention aux priorités des pays bénéficiaires. La mise en place d'une architecture de financement renforcée pour la sécurité alimentaire et la nutrition doit s'accompagner d'une prise en compte des priorités des acteurs nationaux et locaux.

→ Il est essentiel d'améliorer la transparence pour renforcer la coordination et l'efficacité des différentes parties prenantes; cela nécessitera d'harmoniser les normes concernant la collecte de données aux niveaux national et mondial et de faciliter l'accès aux données – condition indispensable pour pouvoir cibler les financements sur les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition et leurs facteurs.

5.1 ACCROÎTRE LES FLUX FINANCIERS EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION

Soixante-trois pour cent des pays à revenu faible ou intermédiaire analysés (119 au total) ont une capacité d'accès au financement limitée ou modérée, et une minorité (37 pour cent) a une capacité d'accès élevée. La prévalence de la sous-alimentation est en moyenne beaucoup plus élevée dans les pays ayant une capacité d'accès au financement limitée (23,1 pour cent) que dans les pays ayant une capacité modérée (10,4 pour cent) ou élevée (6,9 pour cent). On observe une tendance analogue pour le retard de croissance chez l'enfant de moins de 5 ans, même si, pour cet indicateur, les taux moyens relevés sont beaucoup plus proches entre pays ayant un accès limité et ceux ayant un accès modéré au financement (23,9 et 20,9 pour cent respectivement) ([tableau 18](#)).

Cependant, 74 pour cent de l'ensemble des pays analysés sont touchés par un ou plusieurs facteurs principaux de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Dans ce groupe, 66 pour cent ont une capacité d'accès au financement limitée ou modérée (la plupart, 42 pour cent, ayant une capacité d'accès limitée). La proportion élevée de pays touchés par au moins un facteur principal plaide en faveur de l'intégration des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition dans le financement d'autres secteurs, pour lesquels la priorité n'est pas forcément d'atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD.

Cependant, dans la plupart des cas, les pays qui sont le plus dans le besoin (en termes de niveaux de faim et d'insécurité alimentaire et d'exposition à leurs principaux facteurs) souffrent de handicaps structurels qui les empêchent d'allouer davantage de financements aux solutions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Même si, d'un point de vue formel, tous les pays ont théoriquement accès à la plupart des options de financement existantes, leur capacité d'accès dépend du niveau de risque financier perçu et des coûts associés. L'ensemble des acteurs financiers, et en particulier les acteurs privés à vocation commerciale, ont une aversion manifeste au risque qui est pratiquement incompatible avec un engagement dans des pays présentant un risque financier élevé.

Par conséquent, les pays ayant une capacité d'accès au financement limitée ne peuvent compter que sur les dons ou les prêts à taux d'intérêt faible ou nul accordés au titre des flux de financement internationaux pour le développement (tels que l'APD). En effet, ils n'ont pas forcément d'autres instruments financiers à disposition – ou, plus précisément, les acteurs financiers ne sont pas nécessairement disposés à les en faire bénéficier en raison de leur profil de risque financier élevé ([figure 32](#)).

La mobilisation des recettes fiscales nationales est une option plus envisageable pour les pays ayant une capacité d'accès au financement modérée. Le revenu est un important déterminant de la hausse potentielle des recettes fiscales (plus le produit intérieur brut par habitant est élevé, plus le potentiel fiscal est important), aux côtés d'autres facteurs tels que la composition des économies nationales et la

TABLEAU 18 CAPACITÉ DES PAYS À REVENU FAIBLE OU INTERMÉDIAIRE D'ACCÉDER AU FINANCEMENT, EN FONCTION DES INDICATEURS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION ET DE LEURS PRINCIPAUX FACTEURS

Capacité des pays d'accéder au financement	Nombre de pays touchés par les principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition									Indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition		
	Total	Extrêmes climatiques	Fléchissements économiques	Conflits	Extrêmes climatiques – Fléchissements économiques	Conflits – Fléchissements économiques	Conflits – Extrêmes climatiques	Extrêmes climatiques – Fléchissements économiques – Conflits	Non touchés par les principaux facteurs	Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale	Prévalence du retard de croissance chez l'enfant de moins de 5 ans	Prévalence du surpoids chez l'enfant de moins de 5 ans
	2013-2022									2023	2022	2022
	(Nombre de pays)									(Pourcentage moyen)		
Capacité limitée: risque financier élevé	44	12	4	3	3	2	9	4	7	23,1	23,9	4,9
Capacité modérée: risque financier moyen	31	9	3	2	3	0	4	0	10	10,4	20,9	6,4
Capacité élevée: risque financier faible	44	11	3	2	5	1	6	2	14	6,9	13,3	7,7
Total	119	32	10	7	11	3	19	6	31	–	–	–

NOTES: Les taux moyens de prévalence de la sous-alimentation, du retard de croissance chez l'enfant et du surpoids chez l'enfant ne sont pas pondérés. On trouvera dans le **Supplément au chapitre 3** la liste des pays analysés et la méthode employée pour identifier les pays touchés par les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. On trouvera dans le **Supplément au chapitre 5** des précisions sur les critères utilisés pour évaluer la capacité des pays d'accéder au financement.

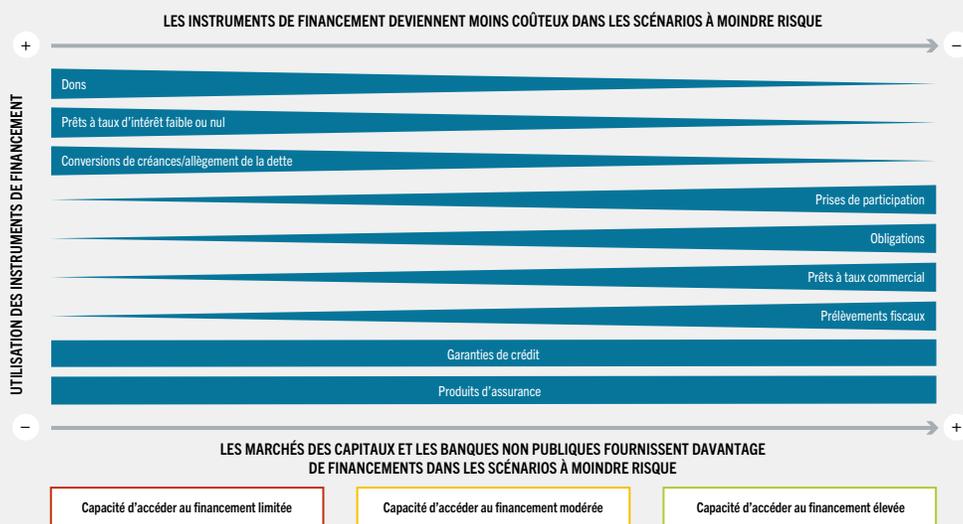
SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

part de l'économie formelle dans celles-ci, ainsi que les mécanismes institutionnels et les mécanismes de gouvernance.

À mesure que le risque financier diminue, les flux de financement disponibles pour les pays augmentent. Les pays qui disposent d'une capacité d'accès élevée ont recours à des investissements sous forme

de prise de participation, à des prêts à taux commercial et à des placements obligataires, effectués dans le cadre des flux financiers privés tels que les investissements d'entreprises, des systèmes bancaires et des marchés de capitaux. Dans leur cas, il est beaucoup moins nécessaire que les donateurs et le secteur public interviennent pour réduire les risques. ■

FIGURE 32 QUELS SONT LES OUTILS ET LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT LES PLUS ADAPTÉS AUX PAYS EN FONCTION DE LEUR CONTEXTE?



SOURCE: Zoubek, S., Lateef, A., Carrasco Azzini, G., et Holleman, C. (à paraître). *Reorientation, innovation and the global architecture for financing for food security and nutrition – Document d'information établi pour servir de base au rapport sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024*. Document de travail de la FAO sur l'économie du développement agricole. Rome, FAO.

5.2 APPROCHES ET OUTILS DE FINANCEMENT INNOVANTS PERMETTANT DE COMBLER LE DÉFICIT DE FINANCEMENT POUR LES CIBLES 2.1 ET 2.2

Si les subventions et les prêts à taux d'intérêt faible ou nul font incontestablement partie des instruments de financement concessionnels les plus classiques, ils peuvent être conçus de manière plus novatrice et combinés avec

des initiatives de réduction des risques visant à accroître les flux de financement privés, dans le cadre de stratégies de financement mixte. Les dons et les prêts mis en œuvre conjointement avec une assistance technique peuvent être optimisés pour lever les principaux obstacles à l'accès aux flux de financement privés – à savoir la «bancabilité» insuffisante des projets et le manque de préparation opérationnelle à l'accession au financement – que rencontrent souvent les initiatives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (figure 33).

FIGURE 33 INSTRUMENTS DE FINANCEMENT NOVATEURS RECOMMANDÉS AUX PAYS EN FONCTION DE LEUR CAPACITÉ D'ACCÈS AUX FLUX DE FINANCEMENT

NOTES: Comme cela est indiqué dans le présent rapport, tous les instruments de financement sont potentiellement accessibles à tous les pays, mais ils peuvent se révéler trop coûteux en fonction de la capacité du pays d'accéder aux flux de financement, et devenir inabordables dans les faits. Toutefois les recommandations indiquées ne sont pas restrictives. Les instruments recommandés aux pays disposant d'une certaine capacité d'accès au financement peuvent, le cas échéant, être adoptés par des pays appartenant à d'autres groupes. En outre, les instruments présentés dans cette figure peuvent être adoptés par des acteurs publics ou privés, au niveau national ou local – seuls quelques-uns ne peuvent être appliqués que par un certain type d'acteur ou à un certain niveau (les prélèvements fiscaux par exemple). Les exigences, les moyens de mise en œuvre et les résultats peuvent varier en fonction de l'agent d'exécution, ces éléments étant indiqués, quand cela est possible, dans les exemples fournis pour chaque instrument.

SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

Le financement mixte est un outil qui réduit les risques pour les investisseurs privés, et qui est utilisé lorsque le risque perçu par les investisseurs est élevé. Il permet ainsi aux investisseurs privés de supporter un risque plus important, et d'accepter un retour sur

investissement à plus long terme. Lorsqu'il existe un avantage substantiel à retirer sur le plan du développement, en particulier, des acteurs tels que les gouvernements et les donateurs peuvent recourir au financement mixte pour mobiliser les flux de

financement nécessaires à la concrétisation de cet avantage. L'objectif est qu'à terme, la perception du risque diminue grâce au soutien initial fourni par les capitaux plus tolérants au risque, et que les financements commerciaux puissent alors prendre le relai des dons ou des financements assortis de conditions de faveur, qui auront joué un rôle crucial et exercé un effet catalyseur lors de la phase initiale.

Les obligations vertes, les obligations sociales et les obligations durables et liées au développement durable sont des instruments d'emprunt qui peuvent être émis par les autorités publiques, les banques multilatérales de développement, les banques commerciales ou les entreprises locales. Elles sont liées à des objectifs de développement et peuvent constituer des instruments de ciblage des financements particulièrement pertinents pour les pays touchés par certains des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition, tels que les extrêmes climatiques et/ou les ralentissements économiques.

Même si les instruments innovants décrits ci-dessus laissent entrevoir la possibilité d'accroître les financements en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il existe, dans les pays, des groupes de population qui sont confrontés de longue date à des obstacles importants en matière d'accès aux services financiers.

En renforçant l'accès des femmes aux services financiers, on contribuerait non seulement à leur autonomisation sociale et économique, mais aussi à l'amélioration des moyens d'existence des familles et des communautés, et on obtiendrait de meilleurs résultats sur les plans de la sécurité

alimentaire et de la nutrition. D'un point de vue macroéconomique, l'inclusion des femmes exercerait une influence générale positive sur la croissance économique et, par ce biais, pourrait rendre les pays plus résilients en cas de ralentissement ou de fléchissement économique.

On s'accorde largement à reconnaître que les peuples autochtones sont des partenaires clés de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris, du Cadre mondial de la biodiversité et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, or les stratégies de financement associées ne reflètent pas nécessairement leur rôle essentiel. L'inaccessibilité des services financiers peut également entraver la contribution potentielle des petits exploitants agricoles et des petites et moyennes entreprises agroalimentaires à la sécurité alimentaire et à la nutrition, par exemple en limitant leur aptitude à proposer des aliments sûrs et nutritifs. Alors même qu'ils jouent un rôle crucial dans les systèmes agroalimentaires, ils sont souvent laissés pour compte, car face aux risques de change les investisseurs hésitent à accorder des financements en monnaie locale aux producteurs tournés vers les marchés de proximité, et préfèrent traiter avec des producteurs davantage tournés vers l'exportation. ■

5.3 COMMENT AMÉLIORER L'ALIGNEMENT ET LES SYNERGIES ENTRE LES DIFFÉRENTES SOURCES DE FINANCEMENT?

En son état actuel, l'architecture du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition est très fragmentée: l'absence de consensus sur ce qu'il y a lieu de financer et les objectifs différents poursuivis par les parties prenantes ont entraîné une prolifération d'acteurs, qui bien souvent outrepassent les limites de leur mandat au lieu de collaborer les uns avec les autres. Il en résulte une situation où coexistent une multitude de petites initiatives d'aide non coordonnées, menées principalement par des donateurs bilatéraux.

Il faut encourager les grands, les moyens et les petits intervenants à se concerter davantage, car les donateurs de grande envergure ne se coordonnent pas ou ne cofinancent pas nécessairement les activités menées par d'autres acteurs mineurs, n'étant pas incités à agir dans ce sens. Il est en outre essentiel que les donateurs et les fondations philanthropiques alignent leurs priorités de dépenses sur les priorités des pays: l'architecture actuelle étant massivement dominée par les pays à revenu élevé et les grands organismes de développement, les priorités des pays et des communautés bénéficiaires n'entrent pas toujours en ligne de compte.

Pour renforcer la coordination, il faudrait à l'évidence des gouvernements nationaux plus forts et plus solides; or, ceux-ci

sont confrontés à des défis multiples. Les questions d'économie politique et le manque de prévisibilité des décisions gouvernementales peuvent avoir une incidence sur la capacité de mettre en cohérence les sources de financement et les priorités du pays, et instiller chez les investisseurs privés une perception du risque plus élevée. La capacité d'absorption et l'efficacité technique des dépenses sont des éléments importants, mais la qualité de la gouvernance et la solidité des institutions nationales sont aussi des conditions nécessaires.

Enfin, le manque de données, de transparence et de responsabilisation est une autre caractéristique importante du paysage financier actuel, qui accroît la perception du risque financier. Le fait de rendre les données financières plus fiables et plus largement accessibles peut renforcer l'argumentaire en faveur d'interventions portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition, comme c'est déjà le cas dans des domaines tels que l'agriculture de régénération (figure 34).

Avant même d'apporter des changements structurels à l'architecture du financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition, il sera essentiel, pour accroître les financements à ce titre, de faire de la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD une priorité de l'action internationale. L'adoption d'une optique centrée sur la sécurité alimentaire et la nutrition, la prise en compte de sa nature intersectorielle et la mise en exergue des avantages que peuvent procurer, à court et à long terme, les investissements dans des domaines tels que la nutrition sont des conditions essentielles à une réforme efficace de l'architecture du

FIGURE 34 RECOMMANDATIONS VISANT À METTRE FIN À LA FRAGMENTATION DE L'ARCHITECTURE DU FINANCEMENT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION, EN VUE D'ÉLIMINER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION

L'ARCHITECTURE DU FINANCEMENT POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION EST TRÈS FRAGMENTÉE

Prépondérance des activités non coordonnées de petite envergure

Manque de coordination entre les donateurs et les partenaires de développement



Manque d'alignement sur les priorités nationales et locales

Faiblesse de la gouvernance et des institutions dans les pays qui sont le plus dans le besoin



Manque d'alignement des flux privés sur les objectifs de développement



Absence de données adéquates et transparentes



INTÉGRER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION À L'ÉCHELLE DES SECTEURS, DES PARTIES PRENANTES ET DES FLUX DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Plaider pour que l'ODD 2 accède au rang de priorité dans l'action internationale en faveur du développement

Renforcer le rôle des banques multilatérales de développement dans la réduction des risques de financement

Faire de la sécurité alimentaire et de la nutrition un objectif de politique publique unique et indivisible

Établir des liens plus étroits entre le financement de l'aide humanitaire, de l'action climatique et du développement, à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Déssectorialiser les politiques et les activités de planification liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition au niveau national

Placer les autorités publiques nationales et locales aux commandes

Promouvoir une gouvernance et des institutions solides pour réduire le risque financier souverain

Réduire la corruption et l'évasion fiscale de manière coordonnée entre les différents pays

Intégrer des considérations environnementales et sociales et des considérations relatives à la gouvernance dans les processus décisionnels du secteur privé

Considérer les données financières publiques normalisées comme un bien public mondial

SOURCE: Auteurs du présent document (FAO).

financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

L'expression «sécurité alimentaire et nutrition» est utilisée pour souligner l'importance de la réalisation des quatre dimensions de la sécurité alimentaire et son lien étroit avec la réalisation de la sécurité

nutritionnelle, ainsi que la nécessité de prendre des mesures complémentaires à l'appui de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Néanmoins, il pourrait être judicieux de considérer l'objectif général d'accès à la «sécurité alimentaire et nutritionnelle» comme un objectif de politique publique unique et indivisible.

Pour parvenir à une coordination efficace, une étape essentielle consiste à mettre aux commandes les acteurs nationaux et locaux et leurs priorités. Toutefois, cette tâche n'est pas toujours aisée, pour un ensemble de raisons: déséquilibres de pouvoir et de capacités entre les acteurs, manque de coordination entre les donateurs au niveau mondial, qui limite le soutien apporté aux efforts de coordination au niveau national, et manque de données, qui limite les possibilités de construire un argumentaire en faveur d'une réorientation des priorités des donateurs, entre autres difficultés.

En plus du renforcement de la coordination, il faudrait que les acteurs financiers s'efforcent de contribuer davantage à l'augmentation des financements en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les partenaires de développement tels que les donateurs, y compris les institutions financières internationales, les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement, devraient assurer un rôle de chef de file dans les activités de réduction des risques, par exemple en augmentant l'allocation de fonds d'APD destinés à mobiliser l'investissement privé, par le biais de financements mixtes ou d'autres instruments financiers.

La question de la participation du secteur privé à l'amélioration de l'architecture du financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition reste ouverte. Les acteurs privés doivent intégrer les risques sanitaires, environnementaux et sociaux dans leurs décisions financières, de manière à détourner les flux financiers des investissements potentiellement nocifs et à les orienter vers d'autres investissements contribuant à des résultats sanitaires, environnementaux et sociaux positifs.

Les gouvernements des pays peuvent mobiliser davantage les ressources fiscales nationales, augmenter les dépenses des secteurs prioritaires en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition et envisager de réorienter l'appui aux politiques. Les pays qui disposent déjà d'une capacité d'accès au financement relativement élevée doivent durcir les contrôles sur les paradis fiscaux et le blanchiment d'argent, qui bien souvent facilitent l'évasion fiscale dans les pays ayant un accès limité au financement.

Enfin, pour combler les lacunes en matière d'informations, la communauté internationale devra prendre des mesures audacieuses, faute de quoi l'on ne pourra pas produire d'estimations et de projections réalistes sur la probabilité d'atteindre les objectifs de développement. ■

CHAPITRE 6

LA VOIE À SUIVRE

Pour l'essentiel, le niveau de la faim et de l'insécurité alimentaire dans le monde n'a pas évolué depuis deux ans, mais on note cependant des progrès encourageants dans de nombreuses sous-régions. En ce qui concerne la nutrition, les tendances à la hausse de l'obésité chez l'adulte et de l'anémie chez les femmes de 15 à 49 ans sont inquiétantes, mais d'un autre côté, dans de nombreux pays, le nombre d'enfants souffrant de retard de croissance ou d'émaciation a diminué, donnant à ces enfants une chance accrue d'atteindre leur plein potentiel de croissance et de développement. C'est à la réalisation de ce potentiel que nous devons travailler: la possibilité d'un changement positif et de la concrétisation pleine et entière du droit à une alimentation adéquate et à un niveau de vie qui garantisse la dignité, la santé et le bien-être de tous, et en particulier des générations futures.

L'absence d'une définition commune ou normalisée permettant de mesurer les financements visant la sécurité alimentaire et la nutrition est un grave problème. Il est en effet difficile, sinon impossible, de gérer ce qu'on ne peut mesurer convenablement.

Dans le cas du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il n'est pas possible de mesurer convenablement le montant actuel du financement visant à la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD, ni le déficit de financement, et encore moins de suivre l'avancée ou le recul de l'effort de financement.

Le présent rapport représente une avancée importante du fait qu'il propose une définition du financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et donne des indications détaillées pour appliquer cette définition. C'est un pas très important; cependant, le rapport fait crûment apparaître qu'à l'heure actuelle le manque de données financières et la manière dont celles-ci sont structurées font qu'il est difficile d'appliquer la nouvelle définition aux flux de financement publics et privés disponibles au niveau mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Autrement dit, à cause de sérieuses limitations dans les données, il n'est pas possible d'arriver à mesurer à l'échelle mondiale les financements actuellement disponibles aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ni le déficit

de financement qu'il faudrait combler pour soutenir l'effort vers la concrétisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD. Comblé le déficit de financement doit figurer en tête des priorités, et le présent rapport constitue un appel puissant pour qu'une action urgente soit menée à cet égard, au niveau national et au niveau mondial, dans le cadre du programme d'action mondial pour la réalisation des ODD.

L'objectif de l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes est par ailleurs, et inutilement, en concurrence avec bien d'autres objectifs de développement. Étant donné le caractère complexe et multisectoriel de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le financement doit passer d'une approche cloisonnée à une approche plus globale qui verra les parties prenantes

considérer la sécurité alimentaire et la nutrition comme un objectif à intégrer dans l'ensemble de leurs flux de financement et de leurs investissements.

Souhaitons que les appels à l'action contenus dans le présent rapport soient entendus lors des débats sur le développement durable et le financement, au Sommet de l'avenir, qui aura lieu en septembre 2024, et dans le cadre de tous les prochains débats mondiaux sur les ODD, y compris les processus politiques de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en juin et juillet 2025. Un monde libéré de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est un monde qui mérite d'être sauvé, et un monde qu'il vaut la peine de financer et dans lequel il vaut la peine d'investir. ■



2024 L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

DES FINANCEMENTS POUR ÉLIMINER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET TOUTES LES FORMES DE MALNUTRITION

À six ans de l'échéance de 2030, on constate que les chiffres de la faim et de l'insécurité alimentaire n'évoluent pas encore dans un sens qui permettrait d'éliminer ces fléaux et de réaliser la cible 2.1 des objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. Les indicateurs de la progression vers les objectifs mondiaux en matière de nutrition montrent que le monde n'est pas non plus sur la voie d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes, comme le voudrait la cible 2.2 des ODD. Des milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une alimentation nutritive, saine et suffisante. Les difficultés sont nombreuses, mais les progrès accomplis dans beaucoup de pays laissent espérer qu'il est possible de retrouver le chemin d'un monde à l'abri de la faim et de la malnutrition.

Les précédentes éditions du présent rapport recensent les principaux facteurs et les causes structurelles sous-jacentes qui expliquent les tendances constatées. Ils énoncent des recommandations fondées sur des données factuelles, qui ont été regroupées en six voies de transformation que les pays peuvent emprunter, selon les facteurs et les causes auxquels ils font face, pour inverser ces tendances.

Toutefois, emprunter l'une ou l'autre des six voies de transformation suppose des financements adéquats au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le thème du rapport de cette année. S'il y a un large accord au sujet de la nécessité d'augmenter d'urgence le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, il n'en va pas de même pour ce qui est de la définition et du suivi de ces financements. Cette année, le rapport propose une définition très attendue de la notion de financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition et des conseils sur sa mise en œuvre.

Il ressort du rapport que les données disponibles ne sont pas suffisantes pour avoir une image complète des flux de financement actuels qui contribuent à la réalisation des cibles 2.1 et 2.2 des ODD, ainsi que du déficit de financement à combler pour les atteindre entièrement d'ici à 2030. Les données relatives aux flux mondiaux d'aide au développement sont normalisées et publiquement disponibles, mais les lacunes dans les données font qu'il est difficile de réaliser une analyse complète et comparable des dépenses publiques consacrées à l'alimentation et à l'agriculture. Quant aux flux de financement privés au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ils sont encore plus difficiles à mesurer.

Le présent rapport propose, à un moment où on en a besoin, des recommandations utiles en vue d'une utilisation efficace d'outils de financement novateurs et d'une réforme de l'architecture du financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Établir une base commune pour définir le financement au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et des méthodes de suivi, de mesure et de mise en œuvre, est un premier pas important vers une augmentation continue des flux financiers nécessaires pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes et assurer à tous l'accès à une alimentation saine, aujourd'hui et demain. À cet égard, les éléments qui ressortent du présent rapport revêtent une importance particulière à la lumière du prochain Sommet de l'avenir, qui aura lieu en septembre 2024, et de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra en juin et juillet 2025.



L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024
(rapport complet à paraître en octobre 2024)



L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024
(Supplément à paraître en octobre 2024)



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0): <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode.fr>.

